

EUROBAROMETRE 65

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

PRINTEMPS 2006

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Cette enquête a été commandée et coordonnée par la Direction Générale de la Communication. Le rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en France.

Ce document ne représente pas l'opinion de la Commission européenne. Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que leurs auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
I) UN CLIMAT MOROSE	4
A) LA SITUATION PERSONNELLE	4
B) LE CONTEXTE NATIONAL ET EUROPEEN	8
C) LES CRAINTES DES FRANÇAIS	13
D) LES INSTITUTIONS POLITIQUES	15
II) L'UNION EUROPEENNE AUJOURD'HUI	16
A) LES INDICATEURS GENERAUX	16
B) ATTACHEMENT, SYMBOLES ET IMAGE	21
C) LE BILAN DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE	24
D) DEMOCRATIE ET INSTITUTIONS	25
III) L'INFORMATION SUR L'UNION EUROPÉENNE	29
A) LA CONNAISSANCE DES QUESTIONS EUROPÉENNES	29
B) LES SOURCES D'INFORMATION	30
C) LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION EUROPÉENNE	31
IV) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE	33
A) LE ROLE DE L'UNION DANS CINQ ANS	33
B) LES PRIORITES DE L'UNION	34
C) LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE COMMUNE	35
D) L'ÉLARGISSEMENT	37
E) LES INSTITUTIONS	38
CONCLUSION	40
SPECIFICATIONS TECHNIQUES	41

INTRODUCTION

Les sondages Eurobaromètre standard sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale de la Communication, Secteur opinion publique).

Ces enquêtes sont réalisées dans 29 pays : les 25 Etats membres, les deux pays entrants (Bulgarie et Roumanie), deux pays candidats (Croatie et Turquie). Dans chaque pays, un même questionnaire est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans et plus, interrogé en face-à-face. La présente étude (Eurobaromètre 65) a été menée entre le 27 mars et le 1^{er} mai 2006 par TNS Opinion & Social, un consortium créé par les instituts de sondage Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe, auprès d'un échantillon total de 29220 personnes. En France, 1020 personnes ont été interrogées par TNS/Sofres entre le 30 mars et le 24 avril 2006.

La première partie de ce rapport Eurobaromètre France porte sur **l'état général de l'opinion** française (jugements portés par les personnes interrogées sur leur situation personnelle, celle de leur pays et celle de l'Union européenne ; inquiétudes et jugements sur la sphère politique).

La deuxième partie analyse **la perception que les Français ont aujourd'hui de l'Union européenne** (son image, ce à quoi elle est associée, ses symboles, son bilan, ses institutions).

La troisième partie examine la manière dont est traitée **l'information communautaire** (connaissances, sources d'information, attentes vis-à-vis des médias).

La quatrième et dernière partie du rapport présente la façon dont les Français envisagent **l'avenir de la construction européenne** (son rôle dans cinq ans, ses priorités, la politique étrangère et de sécurité commune, l'élargissement, les perspectives institutionnelles).

Le présent rapport contient de nombreux tableaux et graphiques. Sauf mention contraire, les données se rapportent aux personnes interrogées en France. Le sigle UE-25 indique la moyenne des vingt-cinq États de l'Union européenne.

I) UN CLIMAT MOROSE

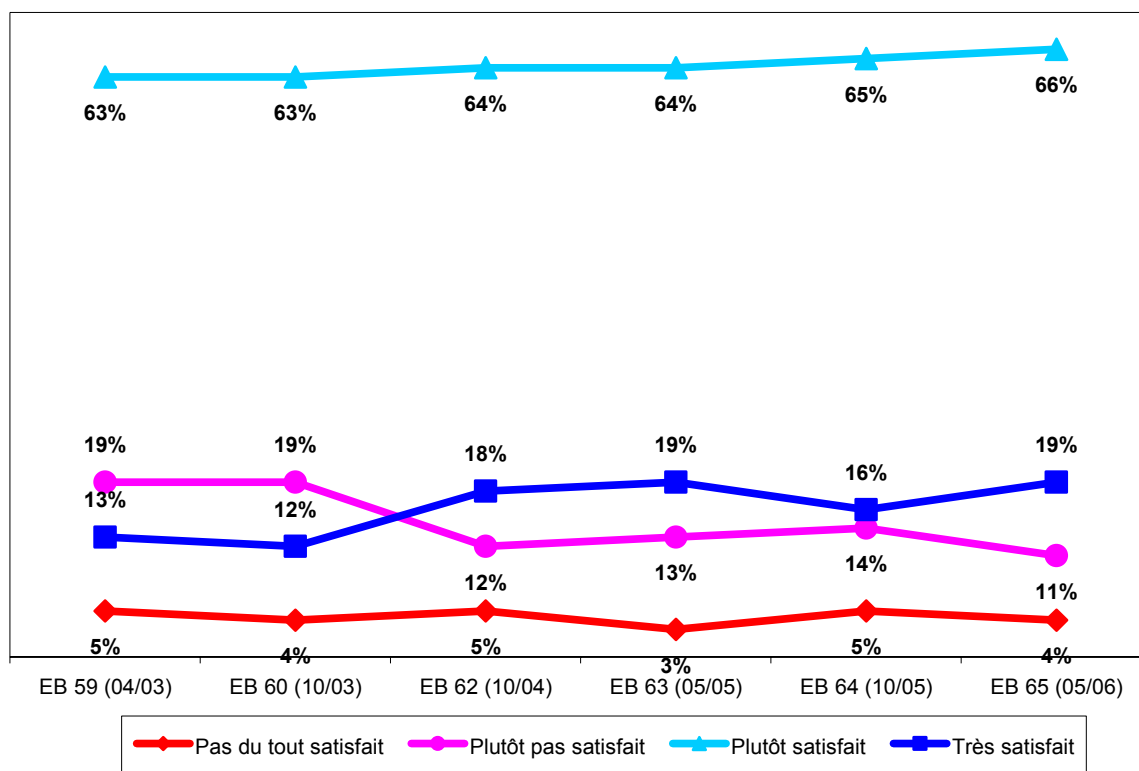
Satisfaction personnelle et pessimisme collectif

Le climat général de l'opinion reste morose, selon cette étude réalisée en mars-avril 2006, donc en partie pendant la crise du Contrat première embauche (CPE) qui a secoué. Les inquiétudes liées à l'emploi demeurent fortes et les Français en portent un jugement sévère sur la situation de leur pays et sur ses perspectives, mais ils se montrent plus positifs lorsqu'ils se prononcent sur leur situation personnelle.

A) LA SITUATION PERSONNELLE

85% des Français satisfaits de leur vie personnelle

D'une façon générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait de la vie que vous menez (trend) ?





























Par rapport à la dernière enquête (octobre 2005), les indices de confiance enregistrent une légère remontée : 19% des Français (+3 points) se déclarent « très satisfaits » et 66% (+ 1) « plutôt satisfaits » de la vie qu'ils mènent, soit un total de 85%, légèrement supérieur à la moyenne UE-25. Les Français se disant peu ou pas satisfaits de leur vie personnelle ne représentent que 15% (-4 points).

D'une façon générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait de la vie que vous menez ?

Question: QA3. D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ?

Réponses: Satisfied

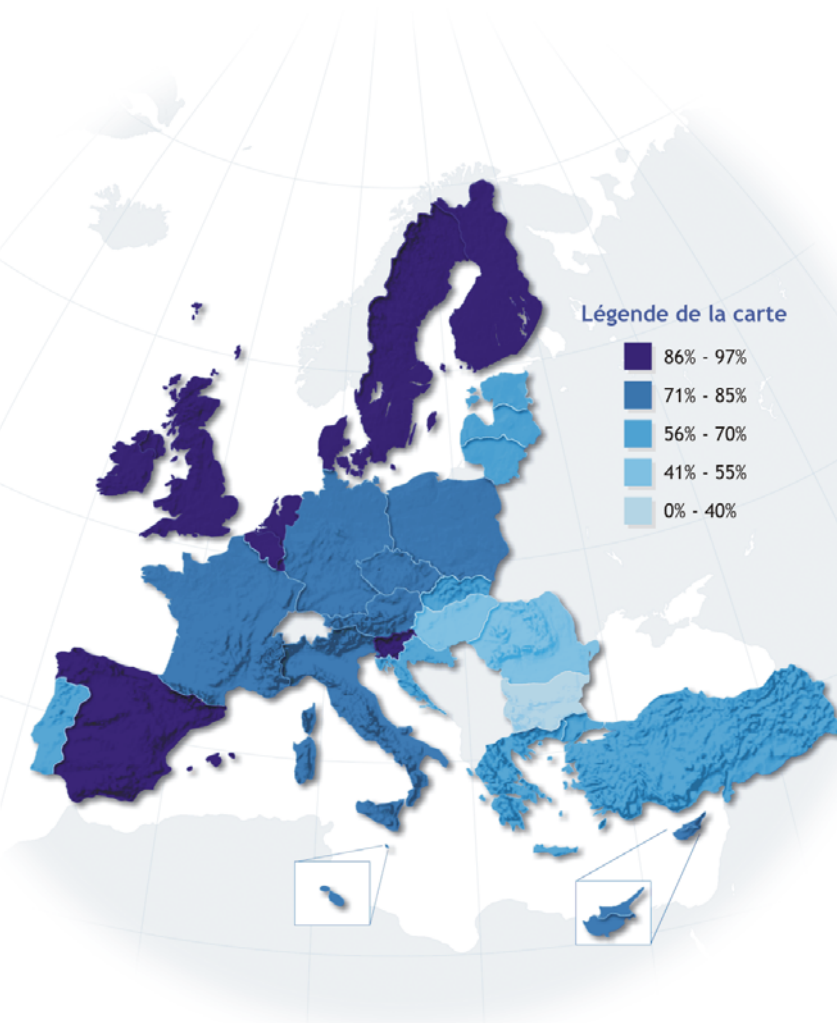
Résultats par pays

	Danemark	97%
	Pays-Bas	95%
	Finlande	94%
	Suède	94%
	Belgique	92%
	Luxembourg	92%
	Irlande	90%
	Espagne	88%
	Slovénie	88%
	Royaume-Uni	87%
	France	85%
	Autriche	85%
	Chypre*	84%
	European Union (xx) (25)	81%
	Allemagne	81%
	République tchèque	81%
	Malte	77%
	Italie	76%
	Pologne	72%
	Estonie	69%
	Grèce	67%
	Slovaquie	66%
	Lettonie	60%
	Lituanie	59%
	Portugal	56%
	Hongrie	54%

* CY(tcc) = 74%

Autres pays

	Turquie	70%
	Croatie	69%
	Roumanie	43%
	Bulgarie	25%





























Les Européens s'affirmant les plus heureux de leur vie personnelle sont les Danois (97% d'opinions positives). A l'autre bout de l'échelle, on trouve la Bulgarie, où seule 25% de la population se dit satisfaite de la vie qu'elle mène.

Si vous comparez votre situation à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle... ?

Question: QA5. Si vous comparez votre situation actuelle à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle s'est améliorée, qu'elle est restée à peu près la même ou qu'elle s'est dégradée ?

Réponses: S'est améliorée

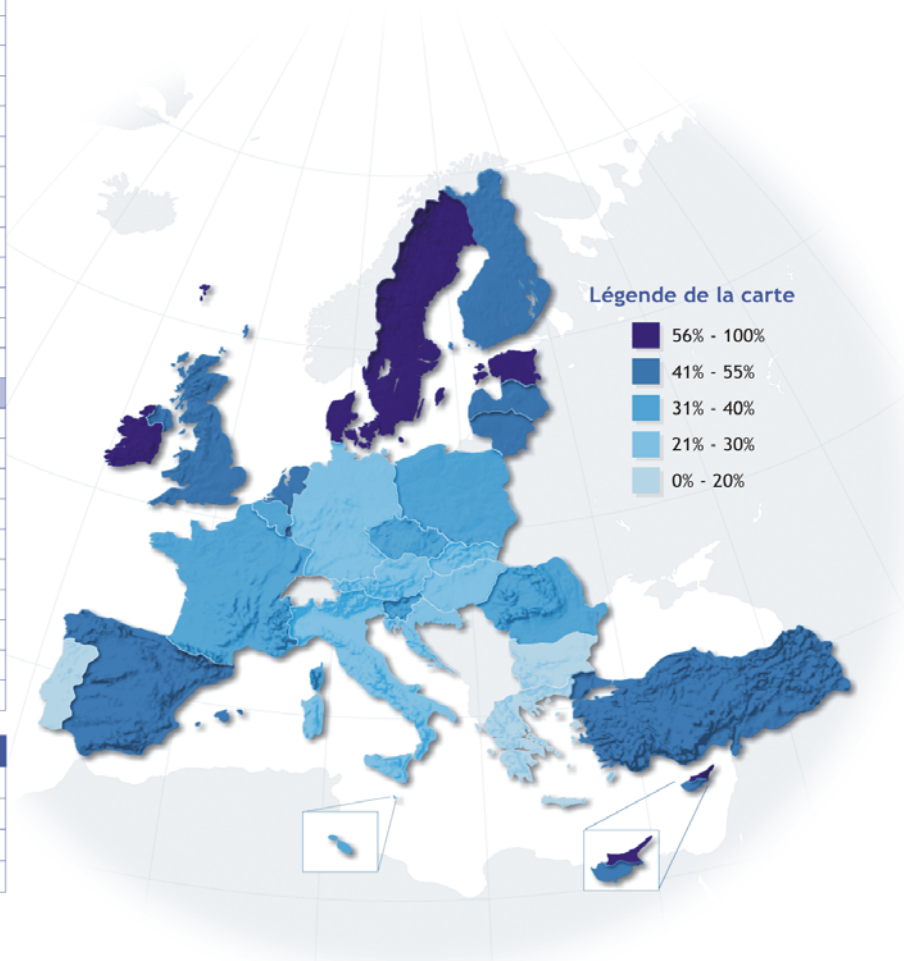
Résultats par pays

	Irlande	63%
	Estonie	62%
	Suède	60%
	Danemark	59%
	Royaume-Uni	53%
	Lettonie	53%
	Lituanie	51%
	Finlande	49%
	Pays-Bas	44%
	Luxembourg	43%
	Espagne	41%
	Chypre*	41%
	République tchèque	40%
	Belgique	39%
	France	38%
	European Union (xx) (25)	36%
	Malte	35%
	Pologne	32%
	Slovénie	31%
	Hongrie	30%
	Italie	29%
	Slovaquie	28%
	Autriche	27%
	Allemagne	23%
	Grèce	20%
	Portugal	14%

* CY(tcc) = 56%

Autres pays

	Turquie	41%
	Roumanie	35%
	Croatie	30%
	Bulgarie	11%



Dans ce domaine également, on assiste à une légère progression. Invités à comparer leur situation à celle d'il y a cinq ans, 38% (+2) des Français pensent qu'elle s'est améliorée, 29% (+1) qu'elle est restée la même et 29% (-3) qu'elle s'est dégradée.



























Les résultats observés en France sont légèrement plus positifs que la moyenne UE-25 qui, dans ce domaine, s'élève respectivement à 36%, 34% et 29%.

Au cours des cinq prochaines années, vous attendez-vous à ce que votre situation personnelle s'améliore, qu'elle reste la même ou qu'elle se dégrade ?

Question: QA6. Au cours des cinq années à venir, vous attendez-vous à ce que votre situation personnelle s'améliore, reste à peu près la même ou se dégrade ?

Réponses: S'améliore

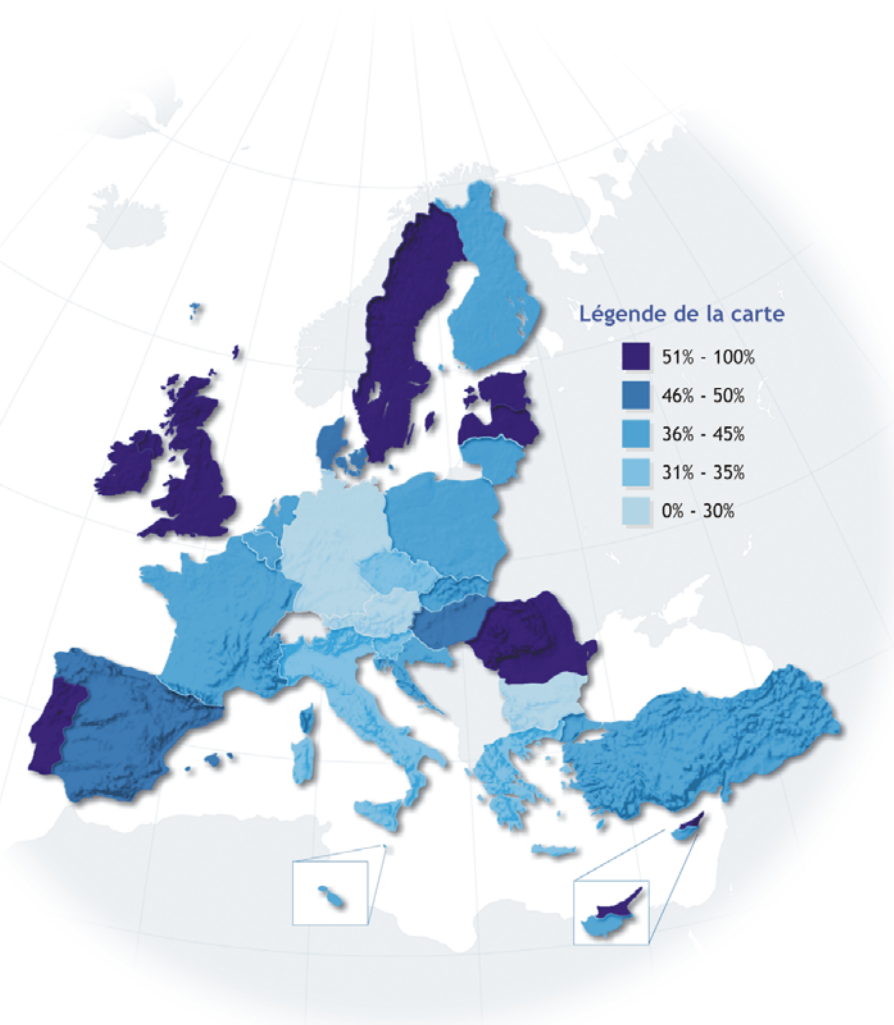
Résultats par pays

	Irlande	54%
	Estonie	53%
	Suède	52%
	Portugal	51%
	Royaume-Uni	51%
	Lettonie	51%
	Danemark	49%
	Espagne	47%
	Hongrie	47%
	Malte	45%
	Lituanie	44%
	France	43%
	Finlande	43%
	Pays-Bas	41%
	Slovaquie	41%
	Belgique	40%
	European Union (xx) (25)	39%
	Luxembourg	39%
	Chypre*	39%
	Pologne	39%
	Italie	35%
	République tchèque	34%
	Slovénie	34%
	Grèce	31%
	Autriche	27%
	Allemagne	25%

* CY(tcc) = 55%

Autres pays

	Roumanie	52%
	Croatie	39%
	Turquie	39%
	Bulgarie	28%



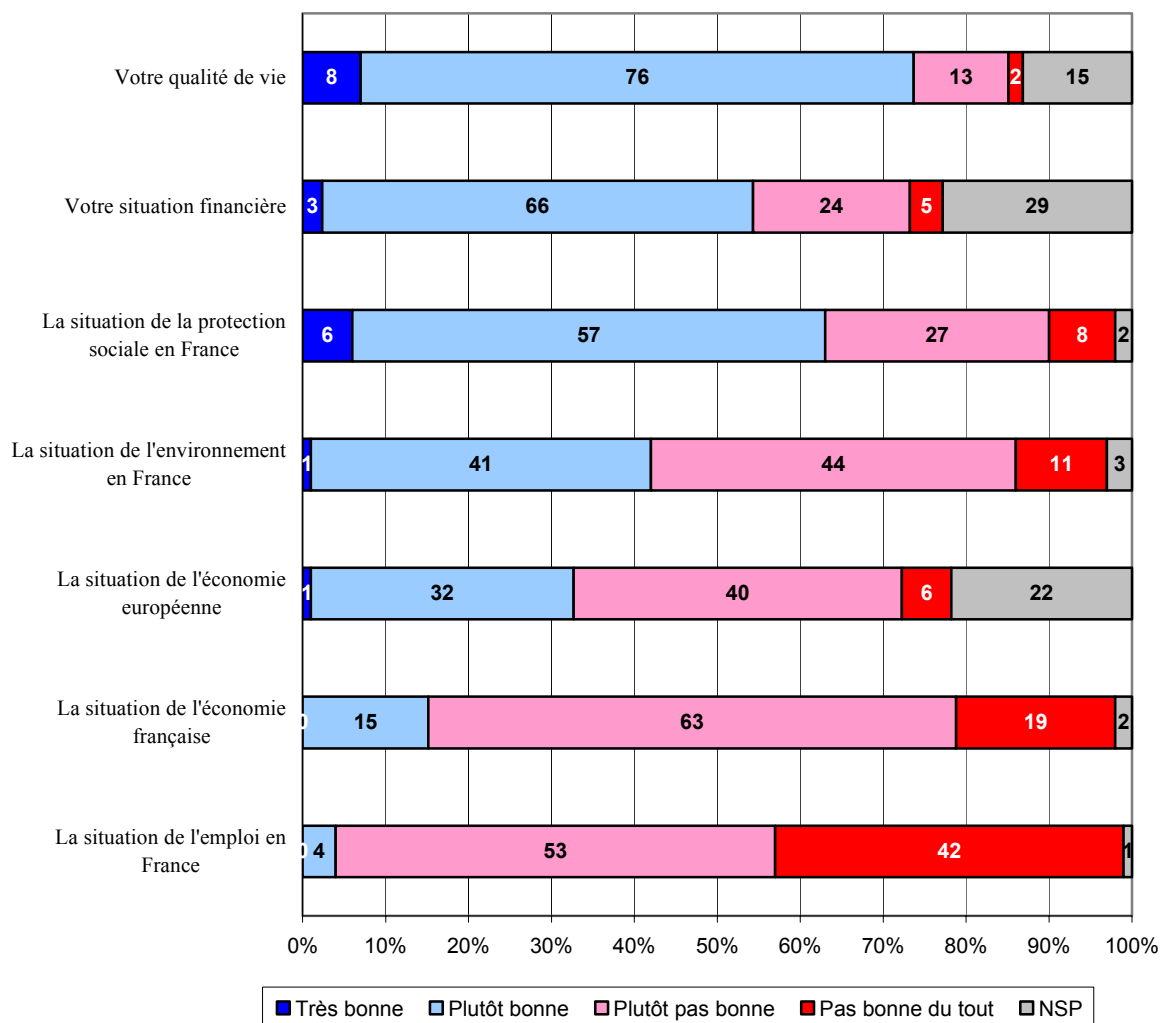
A plus long terme, interrogés sur leurs attentes pour les cinq prochaines années, 43% (-3 points) des Français pensent que leur situation personnelle s'améliorera, 38% (+6) qu'elle restera la même et 17% (-2) qu'elle se dégradera.

Comme le montre le tableau ci-dessus, les Français sont légèrement plus optimistes que la moyenne UE-25.

B) LE CONTEXTE NATIONAL ET EUROPEEN

Des jugements pessimistes sur les perspectives économiques

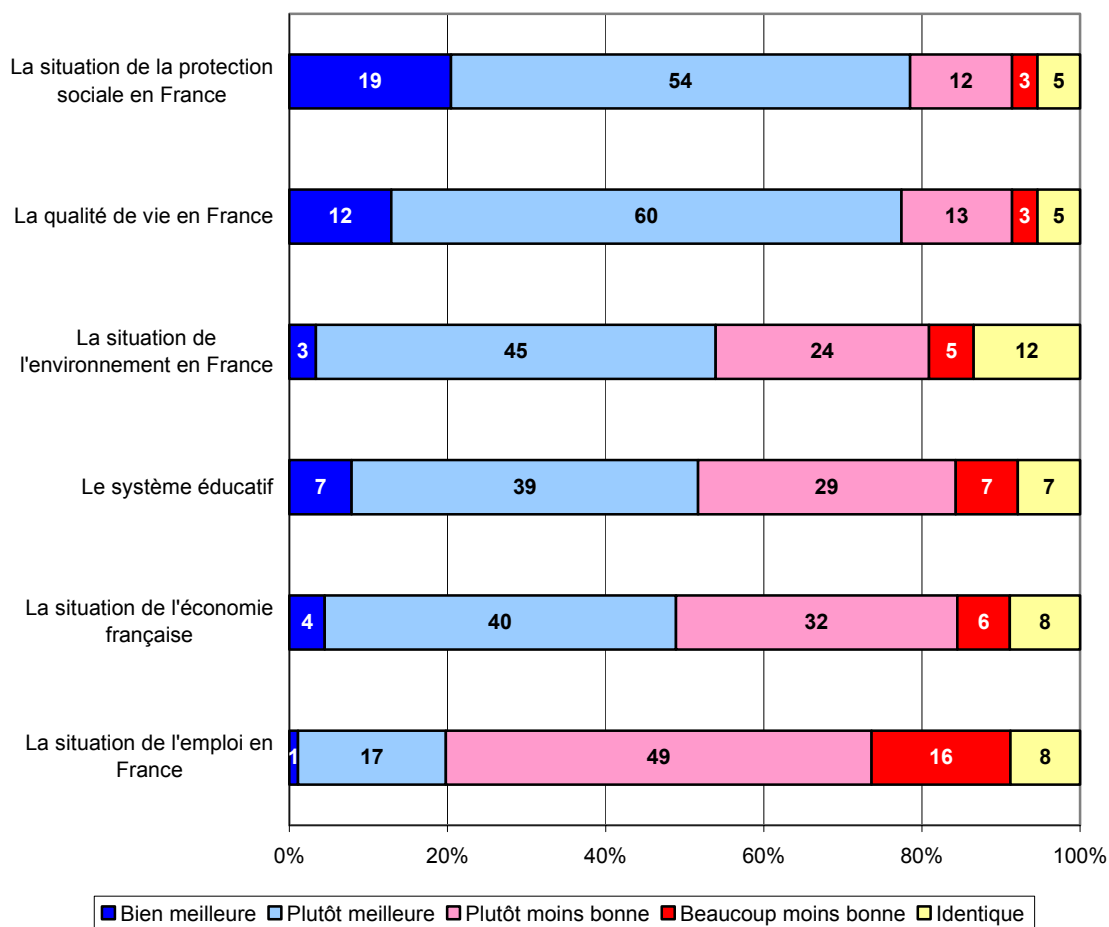
Comment jugez-vous la situation actuelle dans chacun des domaines suivants ?



Les réponses à cette question mettent en lumière l'écart de perception entre le niveau personnel et le niveau national ou européen. 84% des Français se disent très ou assez satisfaits de leur qualité de vie, 69% de leur situation financière et 63% de la situation de la protection sociale en France.

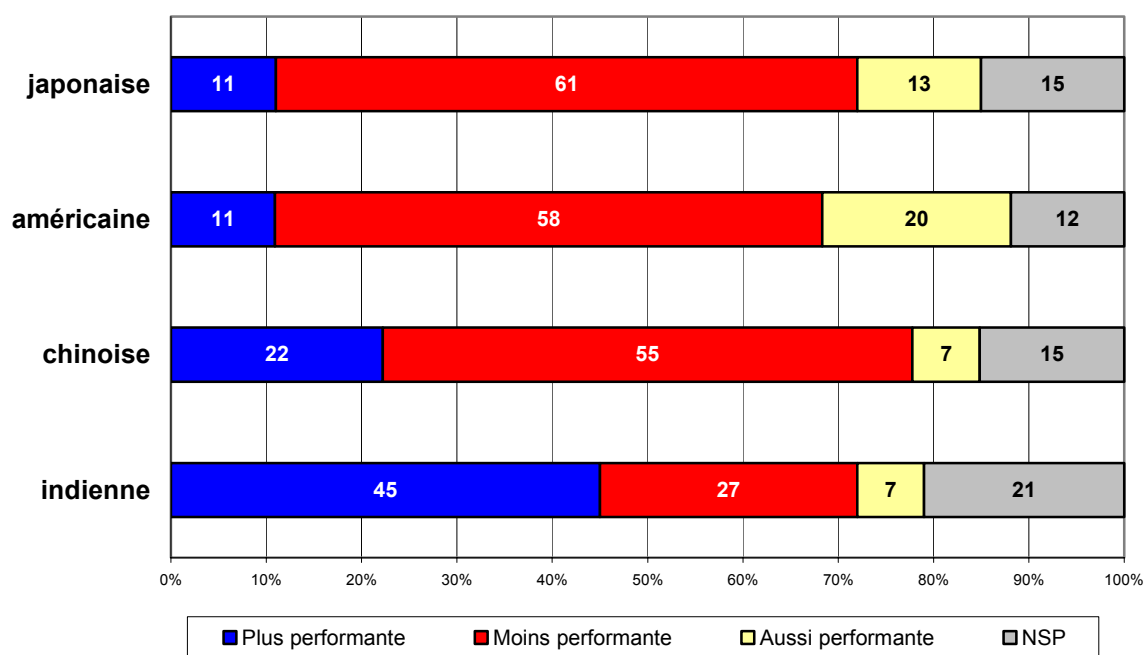
En revanche, 46% des personnes interrogées jugent négativement la situation de l'économie européenne, 55% la situation de l'environnement en France, 82% la situation de l'économie française et 95% la situation de l'emploi dans le pays.

Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en France est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne de l'Union européenne ?



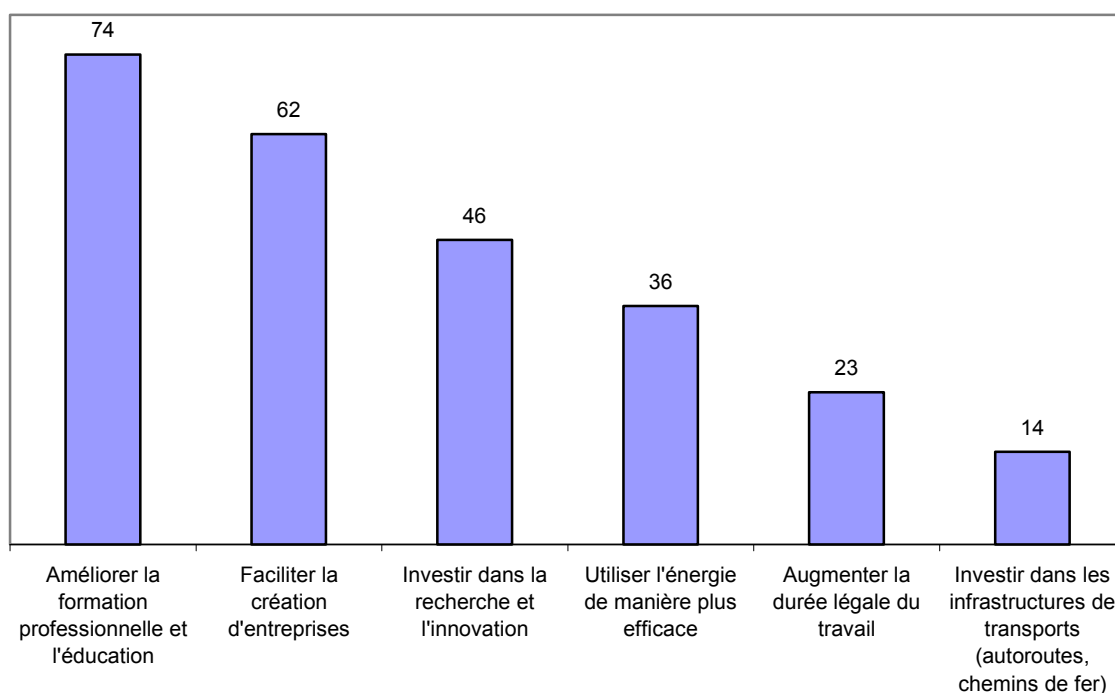
Quand on leur demande de comparer l'état de leur environnement socio-économique à celui des autres pays européens, les Français pointent avant tout leur protection sociale (que 73% d'entre eux jugent plutôt ou bien meilleure que la moyenne de l'UE) et la qualité de vie (72%). Le jugement est également favorable dans les domaines de l'environnement (48% contre 29%), du système éducatif (46% contre 36%) ou de la situation de l'économie française (44% contre 38%). En revanche, 57% des sondés jugent la situation de l'emploi plus mauvaise que dans l'Union européenne.

Diriez-vous que l'économie européenne est plus performante, moins performante ou aussi performante que l'économie... ?



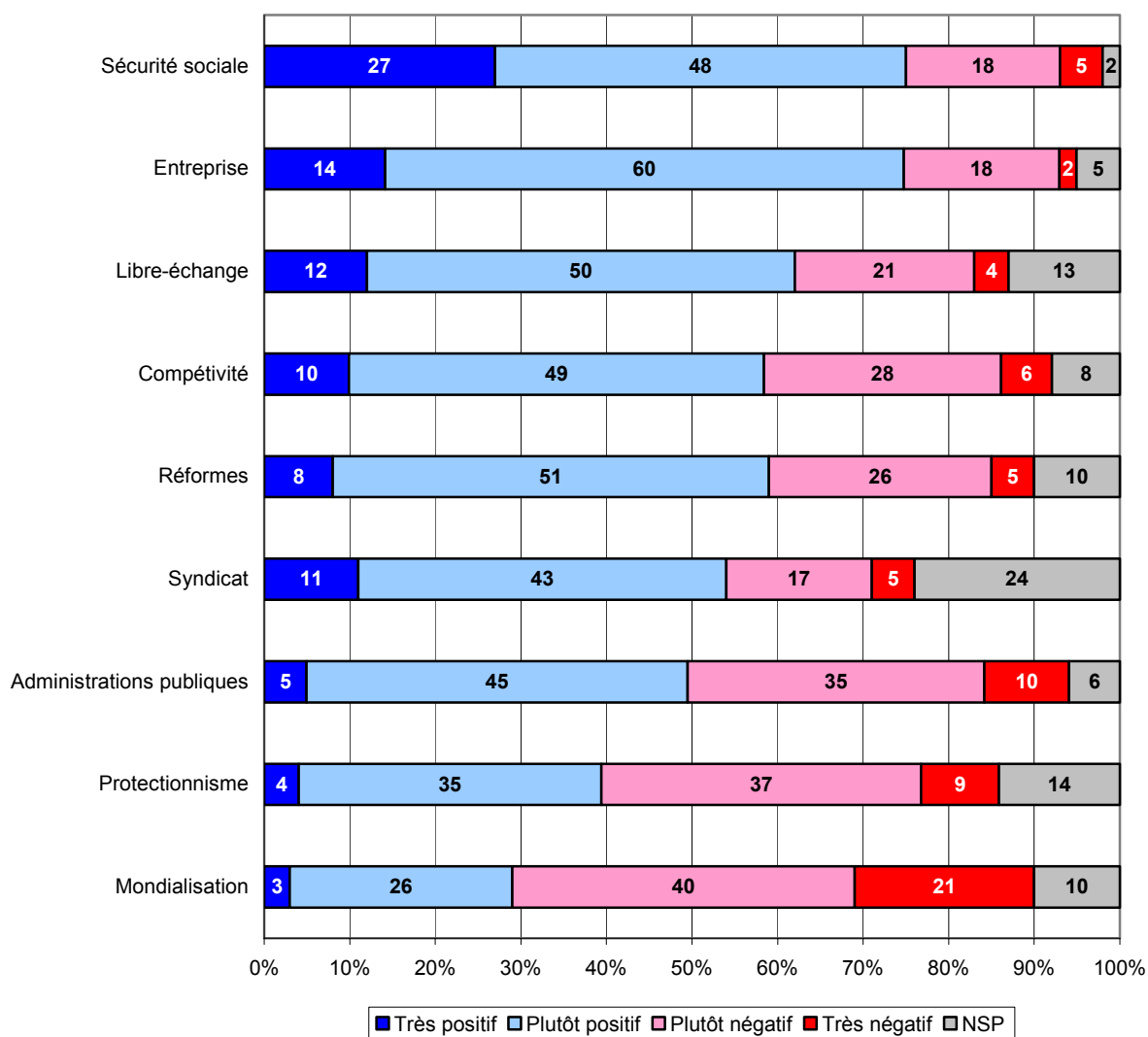
Invités à comparer la situation de l'économie européenne à celle des grands pays du monde, les Français la jugent plutôt plus performante que l'économie indienne (45% contre 27%). En revanche, ils considèrent les économies japonaise (61%), américaine (58%) et chinoise (55%) comme plus performantes que celles des pays européens.

Parmi les propositions suivantes, quelles sont celles qui seraient votre priorité pour améliorer la performance de l'économie européenne (3 réponses maximum) ?



Pour les Français, l'amélioration des performances de l'économie européenne passe avant tout par la formation professionnelle et l'éducation (74%).

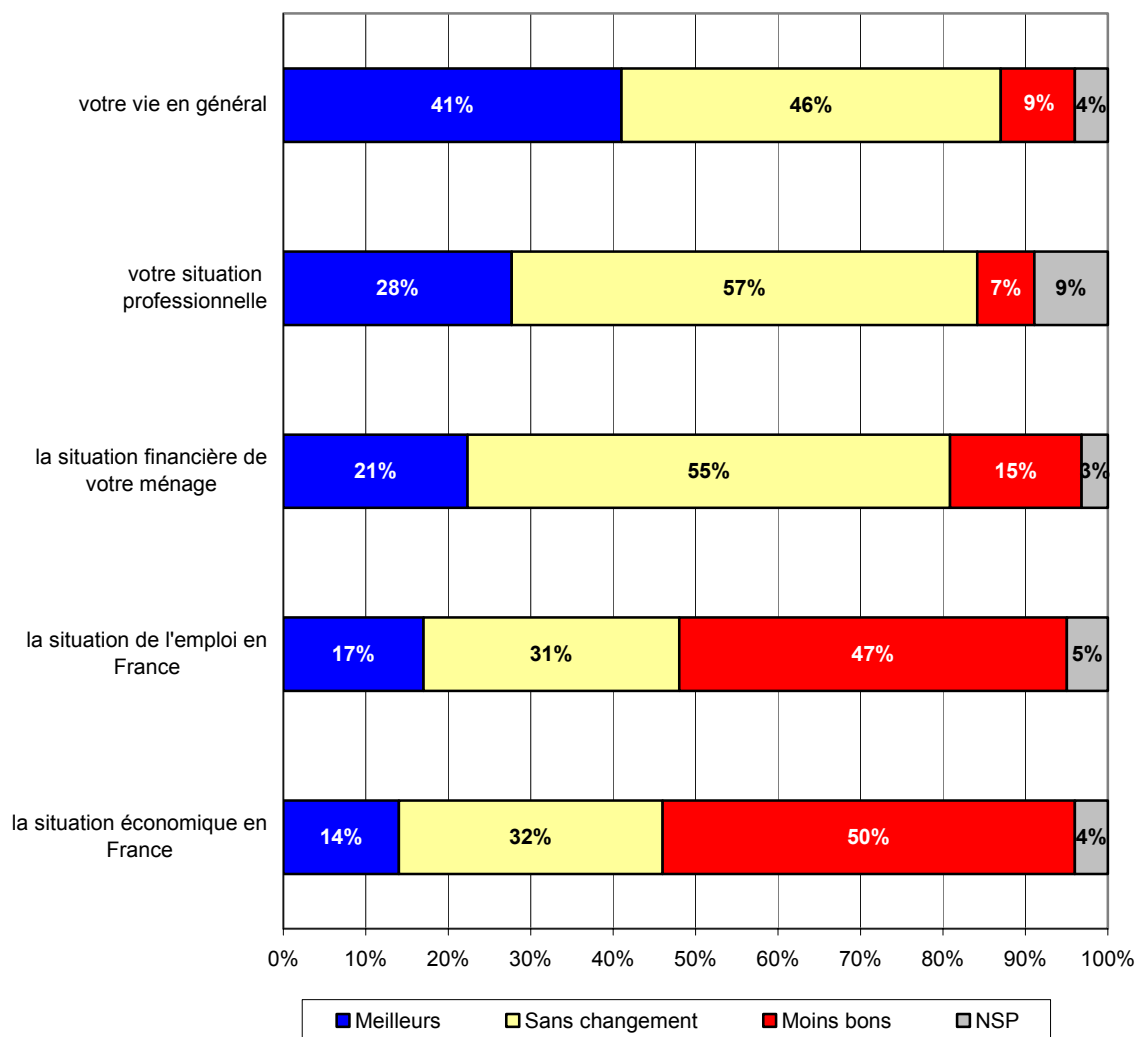
Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif ?



Par rapport à la moyenne UE-25, l'opinion française se distingue notamment par trois facteurs :

- Le mot « mondialisation » évoque une image très négative ou plutôt négative pour 61% des Français, à comparer à une moyenne européenne de 44%.
- Le mot « libre échange » est très positif pour 62% des personnes interrogées en France (moyenne UE-25 : 71%).
- La part des Français pour qui le mot « compétitivité » évoque une image très ou plutôt négative atteint 34%, soit le niveau le plus élevé parmi les 25 Etats membres.

Les douze prochains mois seront-ils ... en ce qui concerne... ?



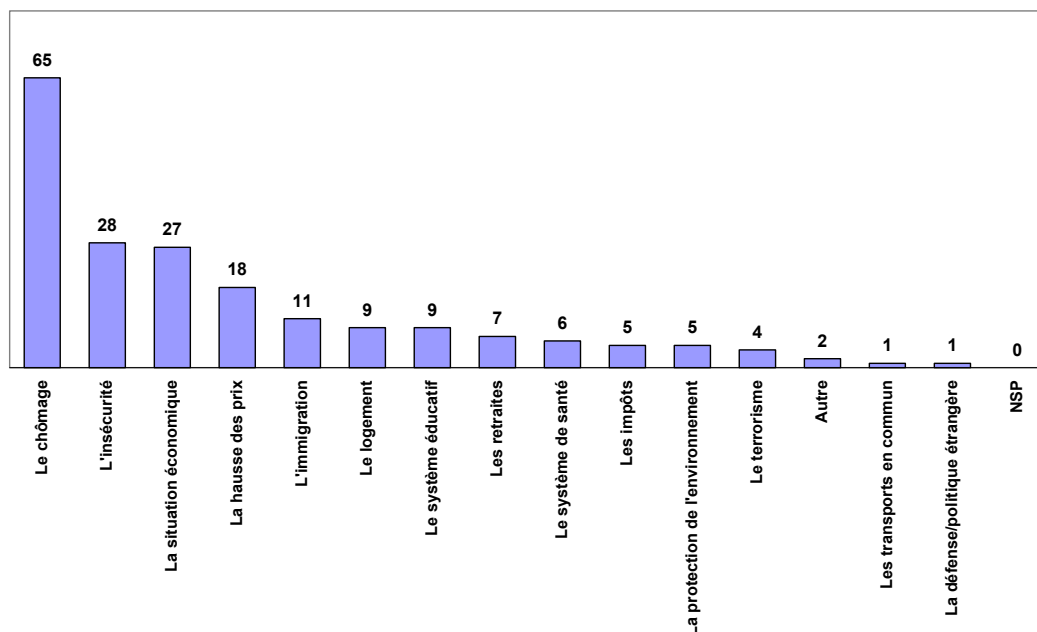
En dépit de la légère amélioration des indicateurs économiques en début d'année (décrue du chômage et redressement de la croissance), les Français continuent à se distinguer par leur pessimisme. Les réponses à cette question illustrent une nouvelle fois le décalage entre situation personnelle et regard porté sur son pays.

Si une majorité relative de Français prévoient ainsi à une stabilité de leur situation personnelle (46% ne s'attendent pas à de grands changements pour leur vie en général, 57% pour leur situation professionnelle et 55% pour leur situation financière), les craintes d'une dégradation l'emportent pour ce qui est de la situation de l'emploi en France (47%) et de la situation économique du pays (50%).

C) LES CRAINTES DES FRANÇAIS

La peur du chômage

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face la France en ce moment (deux réponses maximum) ?



En plein débat sur l'emploi et sur le Contrat première embauche (CPE), le chômage est mis en avant par 65% des personnes interrogées, ce qui constitue une hausse de 13 points par rapport à l'Eurobaromètre 64. Cette augmentation compense la baisse de 15 points constatée en octobre 2005 et la France se situe désormais 16 points au-dessus de la moyenne européenne sur cette dimension.

L'insécurité reste stable à la deuxième place (28%, +2), juste avant la situation économique (27%, +2) et l'inflation (18%, +6). Viennent ensuite l'immigration (11%, -2), le logement et le système éducatif (9%), le financement des retraites et la protection de l'environnement (7%), le système de santé (6%), les impôts (5%) et le terrorisme (4%, en forte baisse de 10 points). La défense et les transports ne représentent une priorité que pour 1% des Français.

Les derniers Eurobaromètres et la campagne référendaire sur la constitution européenne ont mis en évidence une montée des craintes liées, en grande partie, à l'élargissement de l'Union et à la mondialisation, comme le montre le tableau ci-dessous :

Voici une liste de choses que certains disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous dire si, personnellement, vous la craignez ou pas ?

	OUI	NON	NSP
Le transfert d'emplois vers d'autres pays membres où l'on produit moins cher	85%	12%	3%
Plus de difficultés pour les agriculteurs français	73%	18%	9%
Que notre pays paie de plus en plus à l'UE	70%	22%	7%
La perte des avantages sociaux	66%	31%	4%
Une crise économique	59%	35%	7%
Une augmentation du trafic de drogue et du crime organisé international	57%	39%	4%
Une perte de pouvoir pour les plus petits Etats membres	48%	45%	7%
La perte de notre identité et culture nationale	41%	56%	3%

Quel que soit le domaine pris en compte, les craintes des Français sont plus accentuées que dans la plupart des pays européens. On constate notamment :

- Un différentiel de 13 points sur le thème des délocalisations : 85% des Français les craignent, alors que la moyenne UE-25 s'élève à 72%. De tous les pays de l'Union, c'est en France que la crainte des délocalisations est la plus répandue.
- Un différentiel de 12 points en ce qui concerne les difficultés des agriculteurs, redoutées par 73% des Français (UE-25 : 62%).
- Un pessimisme plus accentué en ce qui concerne la perte des avantages sociaux (différentiel de 16 points, niveau le plus élevé après l'Allemagne) et la crise économique (différentiel de 12 points).

Il est intéressant d'étudier plus en détail les quatre craintes les plus répandues dans l'opinion française, en fonction de critères tels que le sexe, l'âge, le niveau d'études, les sympathies politiques ou le lieu de résidence.

Comme on l'a vu plus haut, la crainte des délocalisations arrive à la première place :

- Les femmes (89%) y sont légèrement plus sensibles que les hommes (82%).
- Le transfert d'emplois vers des pays étrangers est redouté par 77% des 15-24 ans, par 87% des 25-39 ans, par 88% des 40-54 ans et par 86% des plus de 55 ans.
- Il existe un clivage selon le lieu de résidence : les habitants des villages ruraux (87%) et des villes petites et moyennes (86%) y sont plus sensibles que ceux des grandes villes (75%).

Pour ce qui est des difficultés pour les agriculteurs français, les craintes sont répandues :

- Davantage dans les villages ruraux (75%) et dans les villes petites et moyennes (72%) que dans les grandes villes (69%).
- Auprès des 40-54 ans (81%), des 25-39 ans (73%) et des plus de 55 ans (72%), plus que chez les 15-24 ans (63%).

Les craintes d'une hausse de la contribution française concernent surtout :

- Les électeurs de droite (74%) et centriste (72%) plus que l'électorat de gauche (66%).
- Les habitants des villages ruraux (75%) et des villes petites ou moyennes (71%) plus que ceux des grandes villes (54%).

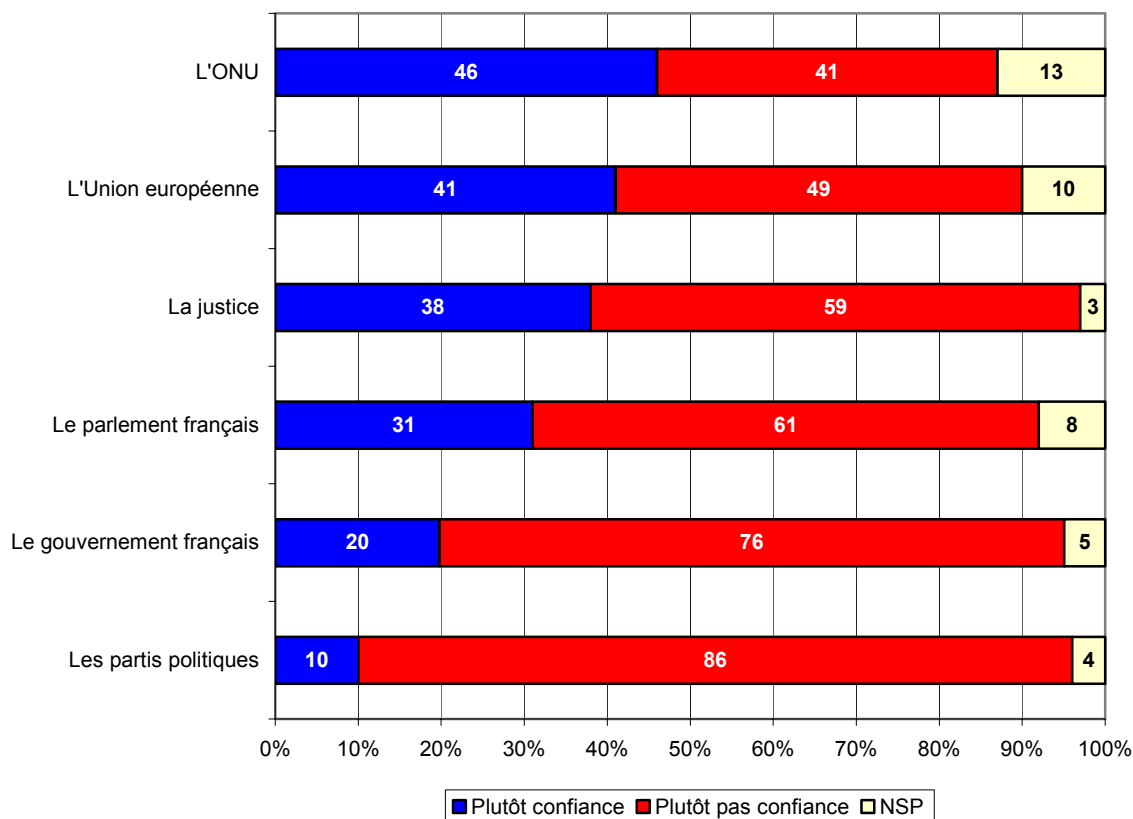
En ce qui concerne la crainte de la perte des avantages sociaux :

- Les sympathisants de gauche (71%) y sont plus sensibles que ceux du centre (63%) ou de la droite (50%).
- Au niveau des classes d'âge, ce sont surtout les 25-29 ans (70%) et les 40-54 ans (72%) qui redoutent cette perte d'avantages sociaux, plus que les plus de 55 ans (65%) et les 15-24 ans (51%).

D) LES INSTITUTIONS POLITIQUES

Une sphère politique nationale qui n'inspire pas confiance

Faites-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance aux institutions suivantes ?



Les cotes de confiance de l'ONU (46%, -1) et de l'Union européenne (41%, +1) restent relativement stables.

La cote de confiance dont jouissent les institutions nationales reste très faible. Avec 31% d'opinions favorables, le Parlement français progresse de trois points par rapport à la dernière enquête. En revanche, seuls 20% (-3) des Français font confiance au gouvernement : il s'agit du niveau le plus faible enregistré dans tous les pays de l'Union. L'image des partis politiques est désastreuse : 10% à peine des Français disent leur faire confiance (+1 point) tandis que la défiance atteint désormais 86% (+3).

Ces conclusions rejoignent celles d'un Eurobaromètre Flash réalisé en début d'année pour la Représentation en France de la Commission européenne¹ : 80% des Français estiment que les hommes politiques pensent à leur intérêt personnel avant de penser à l'intérêt général. Un Eurobaromètre spécial consacré à l'avenir de la construction européenne² indique pour sa part que 68% des Français pensent que les choses vont dans la mauvaise direction dans leur pays, alors que le chiffre est inférieur à 50% dans tous les autres pays de l'Union.

¹ Eurobaromètre Flash 178, *Quelle Europe ? La construction européenne vue par les Français*, 2001 personnes de quinze ans et plus interrogées par téléphone entre le 16 et le 23 janvier 2006 : http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl178_fr.pdf et http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl178_anx.pdf.

² Eurobaromètre spécial 251, *Le futur de l'Europe*, 24750 personnes de 15 ans et plus, dont 1022 en France, interrogées en face-à-face entre le 20 février et le 24 mars 2006 : http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_251_fr.pdf

II) L'UNION EUROPÉENNE AUJOURD'HUI

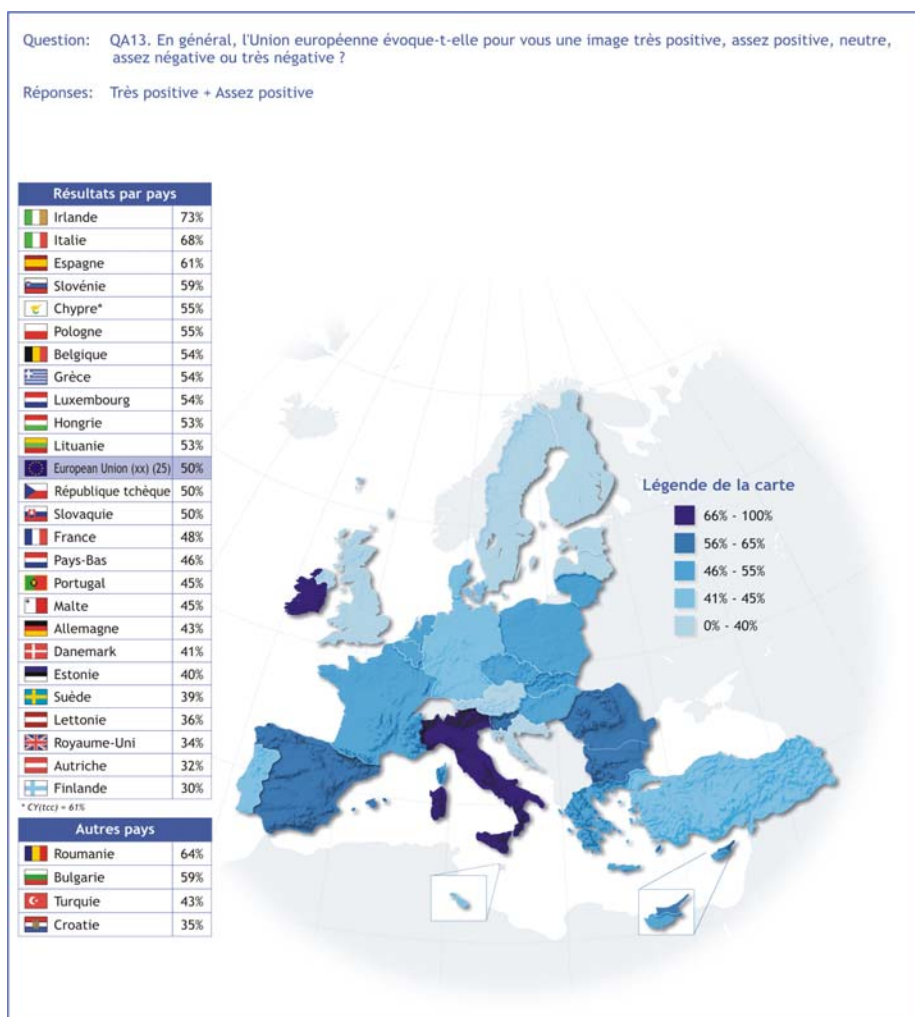
Une relative stabilité dans la perception de l'Union

Pour de nombreux indicateurs, les réponses positives sont aujourd'hui légèrement inférieures à la moyenne européenne. La part des « eurosceptiques » demeure toutefois très limitée et les Français expriment leur attachement à l'Europe et à ses symboles, comme le drapeau européen. Ils dressent un bilan contrasté de l'action de l'Union : ils le jugent très largement positif en matière de lutte contre le terrorisme ou d'environnement pas exemple, mais ils se montrent plus sévères lorsqu'il s'agit de l'emploi ou de l'inflation. Enfin, cette enquête confirme que le Parlement européen et, dans une moindre mesure, la Commission européenne, sont les institutions européennes les plus connues des Français.

A) LES INDICATEURS GÉNÉRAUX

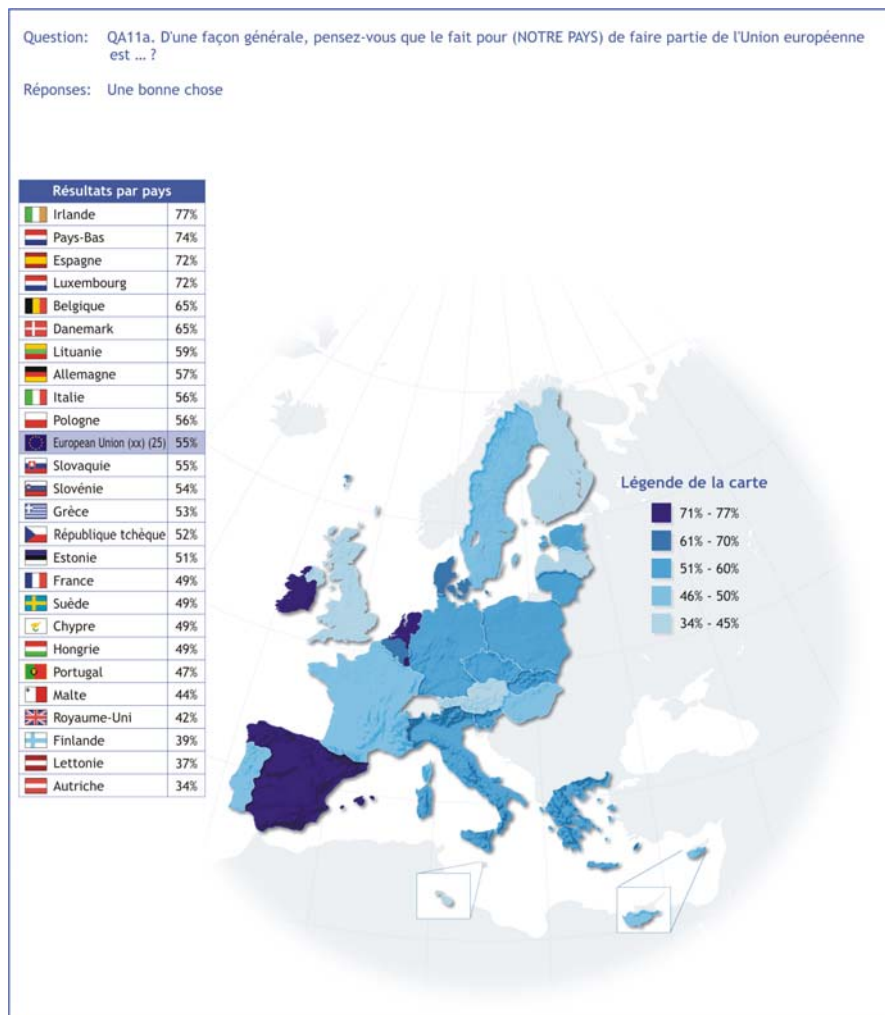
La France en-dessous de la moyenne européenne

En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?



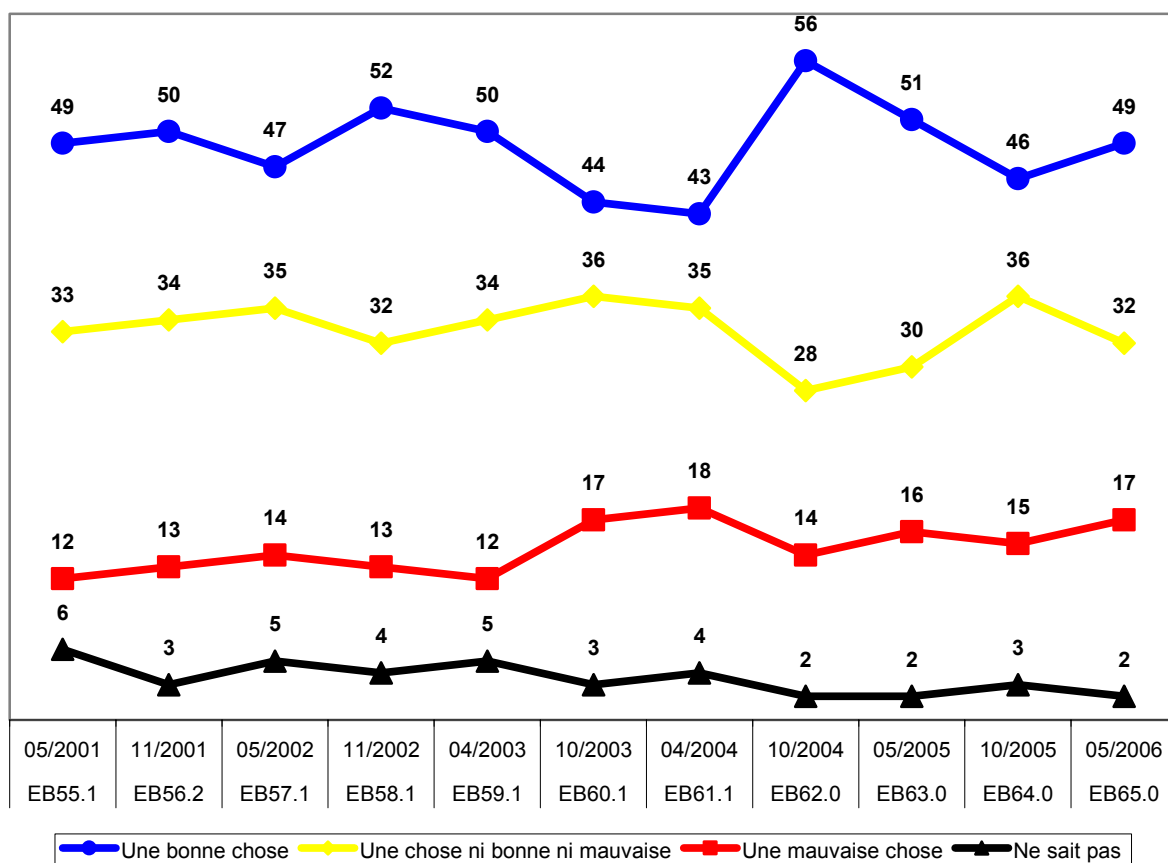
48% des Français ont une image très ou plutôt positive de l'Union européenne, soit deux points de plus qu'à l'automne 1995 ; 19% en ont une image très ou assez négative (- 5) ; 31% en ont une opinion ni bonne ni mauvaise.

D'une façon générale, pensez-vous que l'appartenance de la France à l'UE est une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise (trend) ?



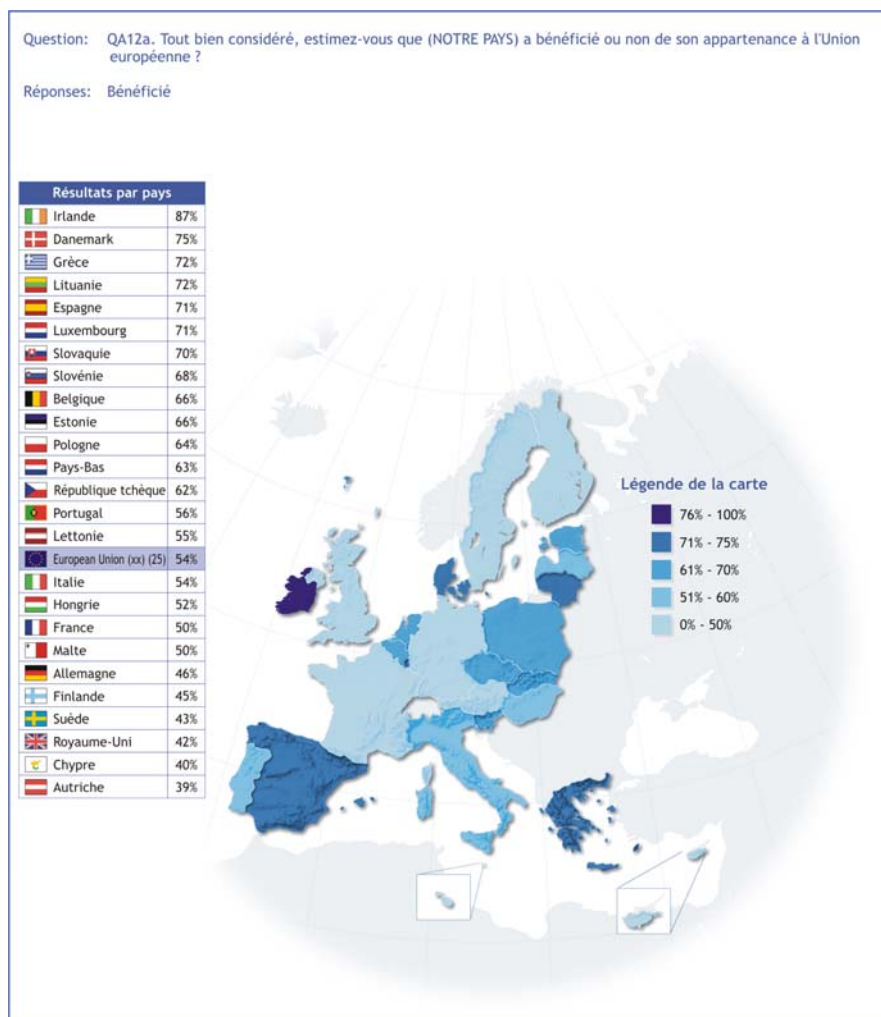
Comme lors des dernières enquêtes, l'opinion française est légèrement moins « europhile » que la moyenne UE-25, où l'on trouve 55% d'avis favorables, 13% d'avis défavorables et 28% d'avis neutres. L'écart tend même à s'accroître légèrement : pour cet indicateur comme pour de nombreux autres, la France tend donc à « décrocher » progressivement par rapport à la moyenne européenne. Les opinions les plus favorables à l'appartenance de leur pays à l'UE se trouvent en Irlande (77%), aux Pays-Bas (74%), en Espagne et au Luxembourg (72%).

D'une façon générale, pensez-vous que l'appartenance de la France à l'UE est une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise (trend) ?



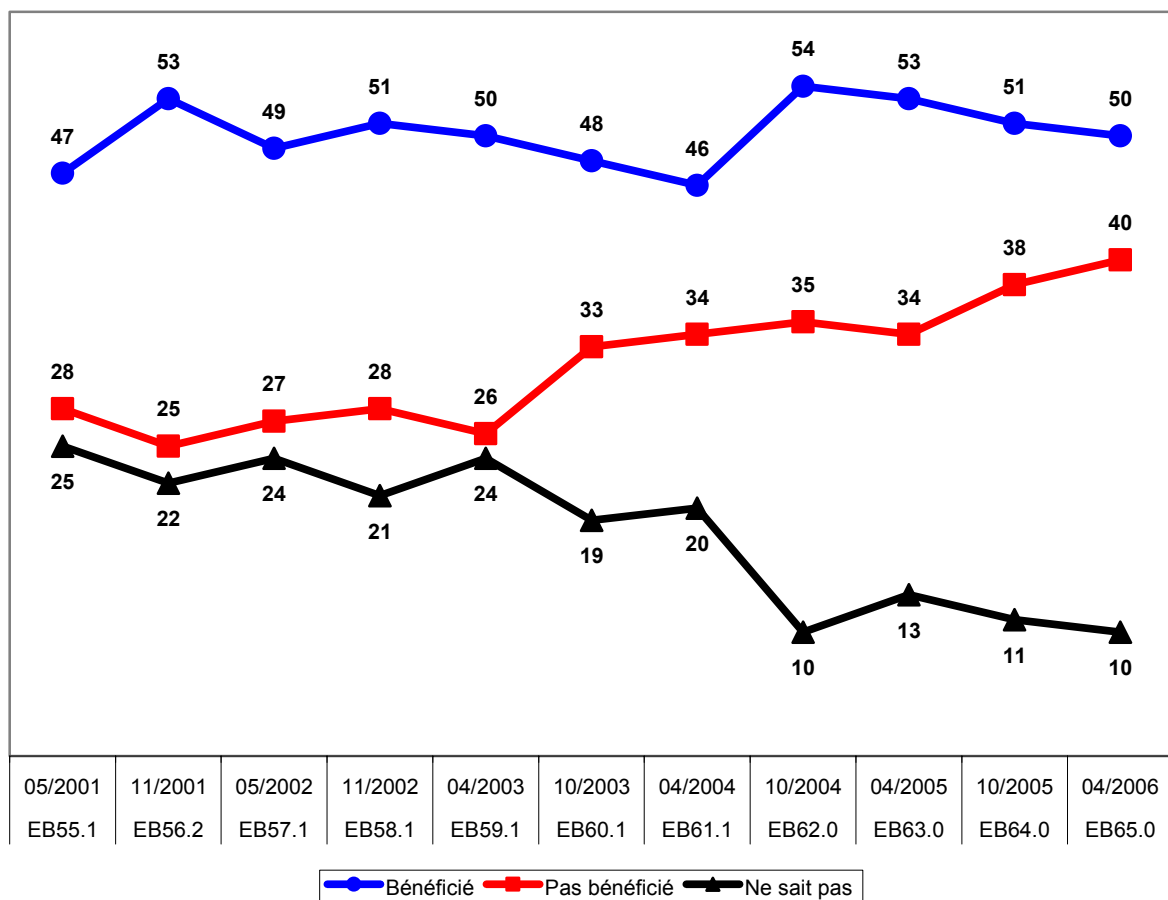
Les opinions favorables à l'appartenance de la France à l'Union européenne (49%) augmentent de trois points par rapport à l'Eurobaromètre 64. On assiste en parallèle à une augmentation des opinions défavorables (17%, +2).

D'une façon générale, pensez-vous que la France a bénéficié ou pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (trend) ?



Pour 50% (-1) des personnes interrogées, la France n'a pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne, tandis que 40% (+2) sont d'un avis contraire. A l'échelle européenne, la France se situe donc en dessous de la majorité des Etats membres (moyenne UE-25 : 54%).

D'une façon générale, pensez-vous que la France a bénéficié ou pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (trend) ?



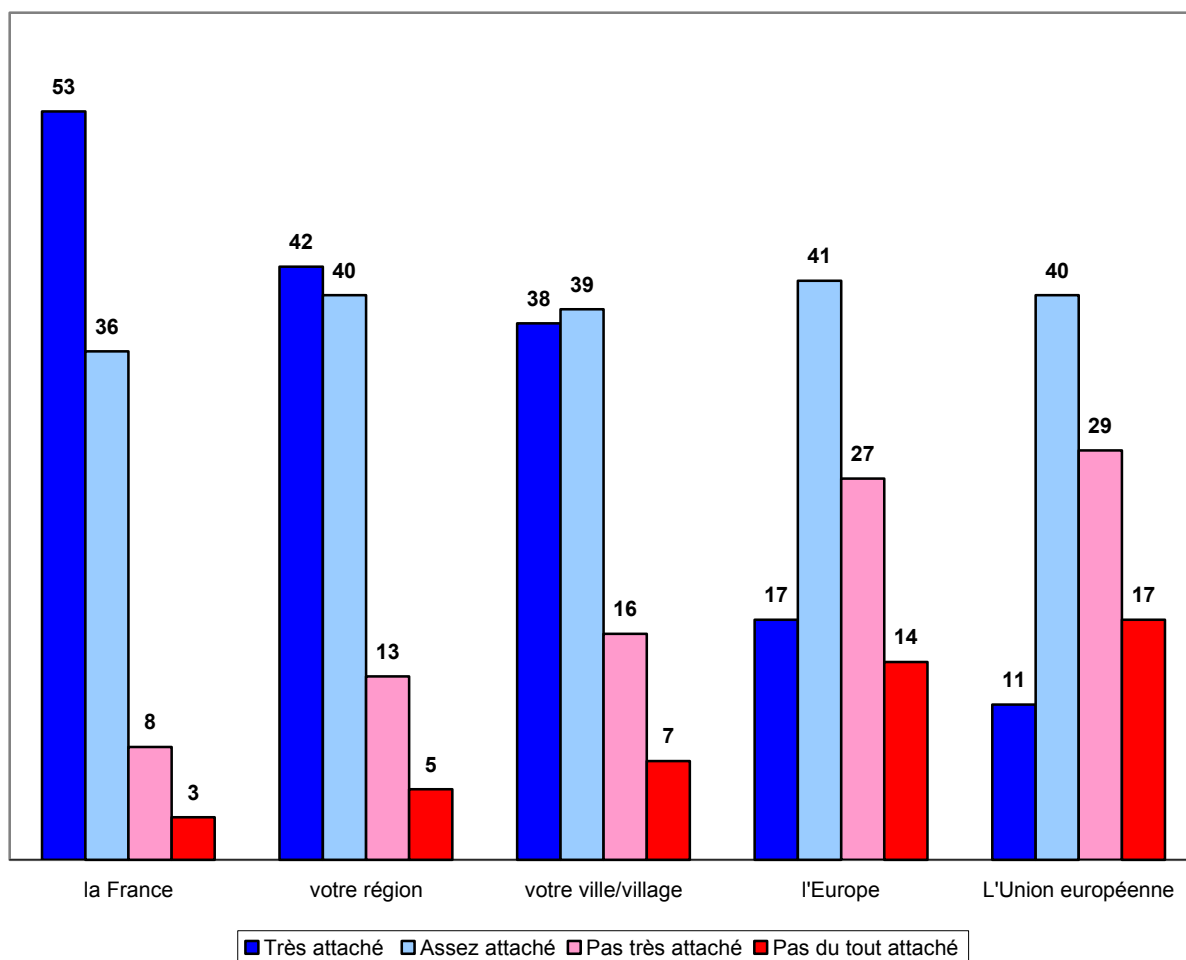
Si l'on examine ces résultats à la lumière des dix dernières enquêtes, on constate que la progression des avis négatifs se poursuit d'une manière lente mais continue.

L'écart entre les catégories « a bénéficié » et « n'a pas bénéficié » (10 points) n'a jamais été aussi faible. A titre de comparaison, cet écart s'élevait à 28 points en octobre 2001.

B) ATTACHEMENT, SYMBOLES ET IMAGES

Un attachement à l'Europe et à ses symboles

De quelle manière vous sentez-vous attaché(e) à votre ville/village, à votre région, à la France, à l'Europe et à l'Union européenne ?



Comme lors des précédentes enquêtes, les Français disent très largement être attachés à leur pays (89% lui sont très ou plutôt attachés) et à leur région (82%).

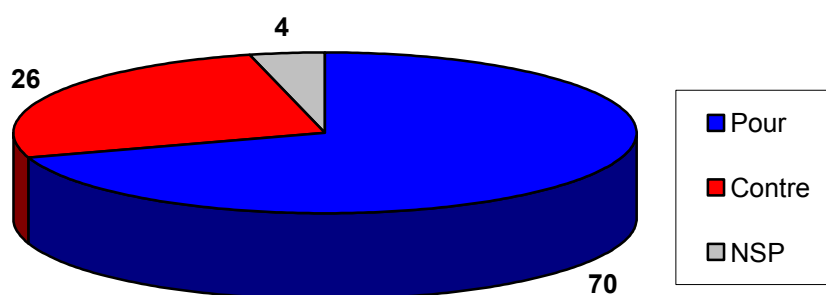
Pour analyser le sentiment d'appartenance à l'Europe, nous avons introduit une distinction entre l'Europe (au sens large du terme) et l'Union européenne. En comparant les résultats, on constate que l'attachement à l'Europe (58%) est plus élevé que l'attachement à l'Union européenne (51%), qui a peut-être une connotation plus institutionnelle.

Dans ce contexte, quel est le degré d'attachement des Français pour les symboles européens, et tout particulièrement pour le drapeau européen et la monnaie unique ?

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
Ce drapeau est un bon symbole pour l'Europe	78%	15%	7%
Ce drapeau représente quelque chose de bien	70%	20%	10%
Ce drapeau devrait se trouver sur tous les bâtiments publics de France à côté du drapeau national	61%	33%	6%
Je m'identifie à ce drapeau	38%	57%	5%

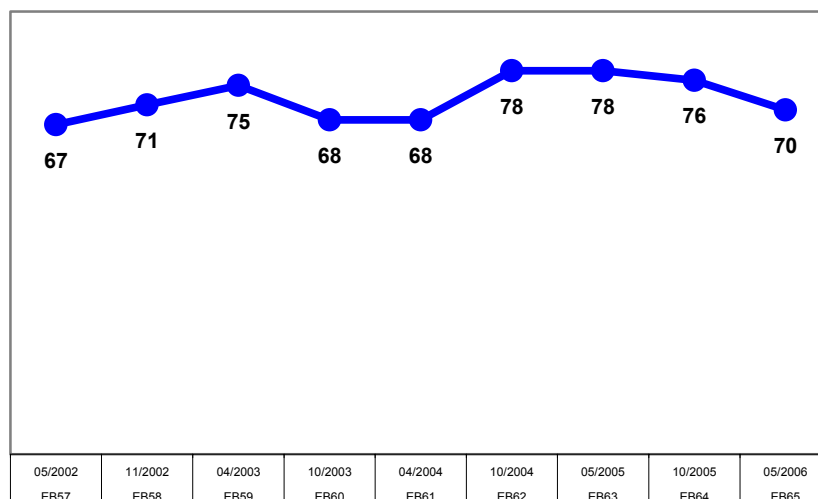
En ce qui concerne la connaissance du drapeau européen, les résultats sont sans équivoque : 96% des Français l'ont déjà vu et 95% savent l'associer à une réalité européenne (Europe, Union ou Communauté européenne...). Une très nette majorité considère par ailleurs qu'il s'agit d'un bon symbole pour l'Europe et qu'il devrait se trouver sur les bâtiments publics.

Etes-vous pour ou contre la monnaie unique ?

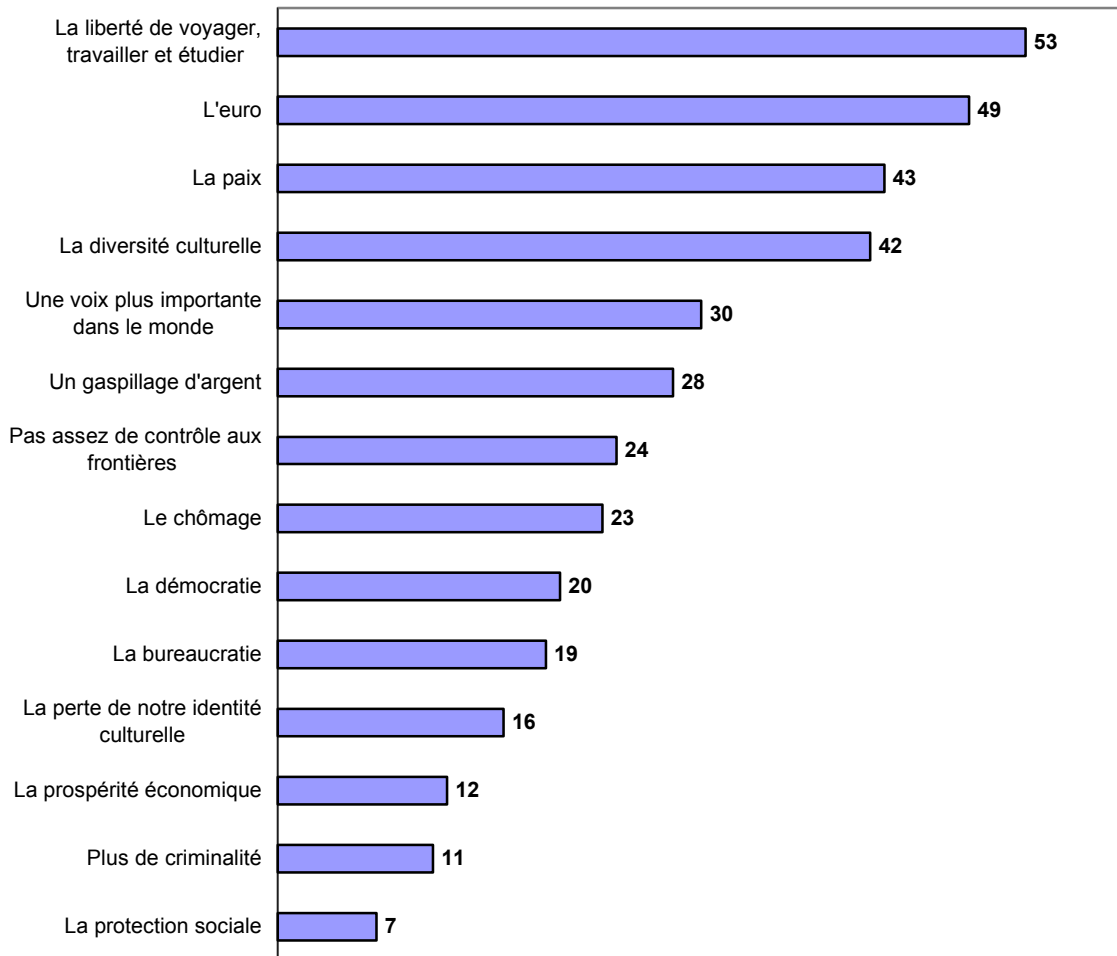


Le soutien à l'euro demeure très majoritaire : sept Français sur dix sont favorables à la monnaie unique, 26% lui sont hostiles et 4% n'ont pas d'avis sur la question. S'il reste très fort, le soutien à l'euro a perdu 8 points en six mois, comme le montre le tableau ci-dessous :

Soutien à l'euro (trend)



Que représente l'Europe pour vous personnellement (trois réponses maximum) ?

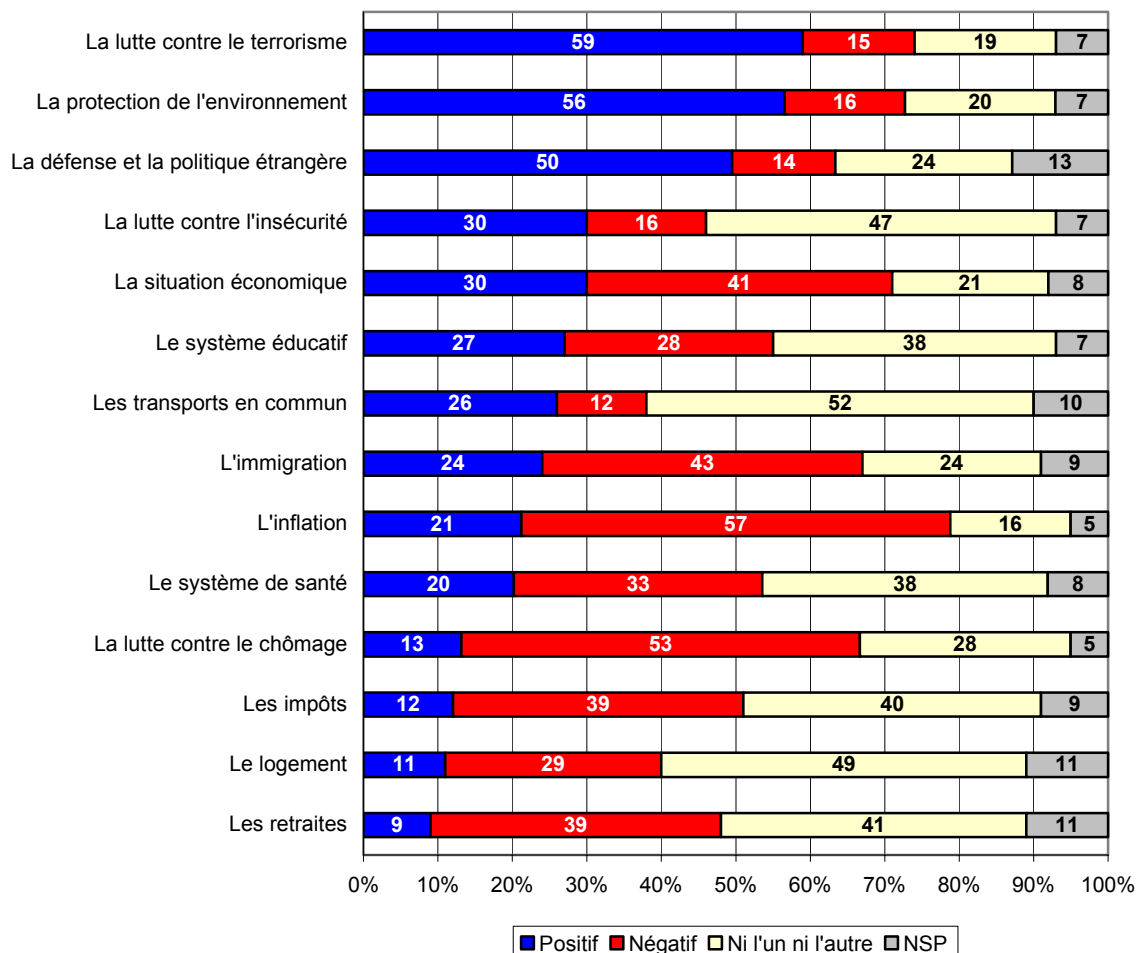


Comme lors des derniers sondages, l'Union européenne est associée avant tout à des concepts positifs : la liberté de voyager, d'étudier et de travailler (53%, +1), la monnaie unique (49%, +4), la paix (43%, -2), la diversité culturelle (42%, +4) et le rôle sur la scène internationale (30%, -3). Parmi les éléments de perception négative, on trouve avant tout un gaspillage d'argent (28%), l'insuffisance de contrôle aux frontières (24%), le chômage (23%), la bureaucratie (19%) et la perte de l'identité culturelle (16%).

C) LE BILAN DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

Un bilan critiqué en matière d'emploi

Pour chacun des domaines suivants en France, pensez-vous que l'Union joue un rôle positif/négatif/ni l'un ni l'autre ?



Le rôle de l'Union européenne est jugé comme positif dans les domaines à forte dimension internationale, comme la lutte contre le terrorisme (59%), la protection de l'environnement (56%), la défense et la politique étrangère (50%). En revanche, les opinions négatives l'emportent sur de nombreux sujets touchant à la vie quotidienne : on constate, tout particulièrement, de fortes réticences quant au rôle joué par l'UE dans les domaines de l'inflation (57% d'opinions défavorables), du chômage (53%) et de la fiscalité (39%).

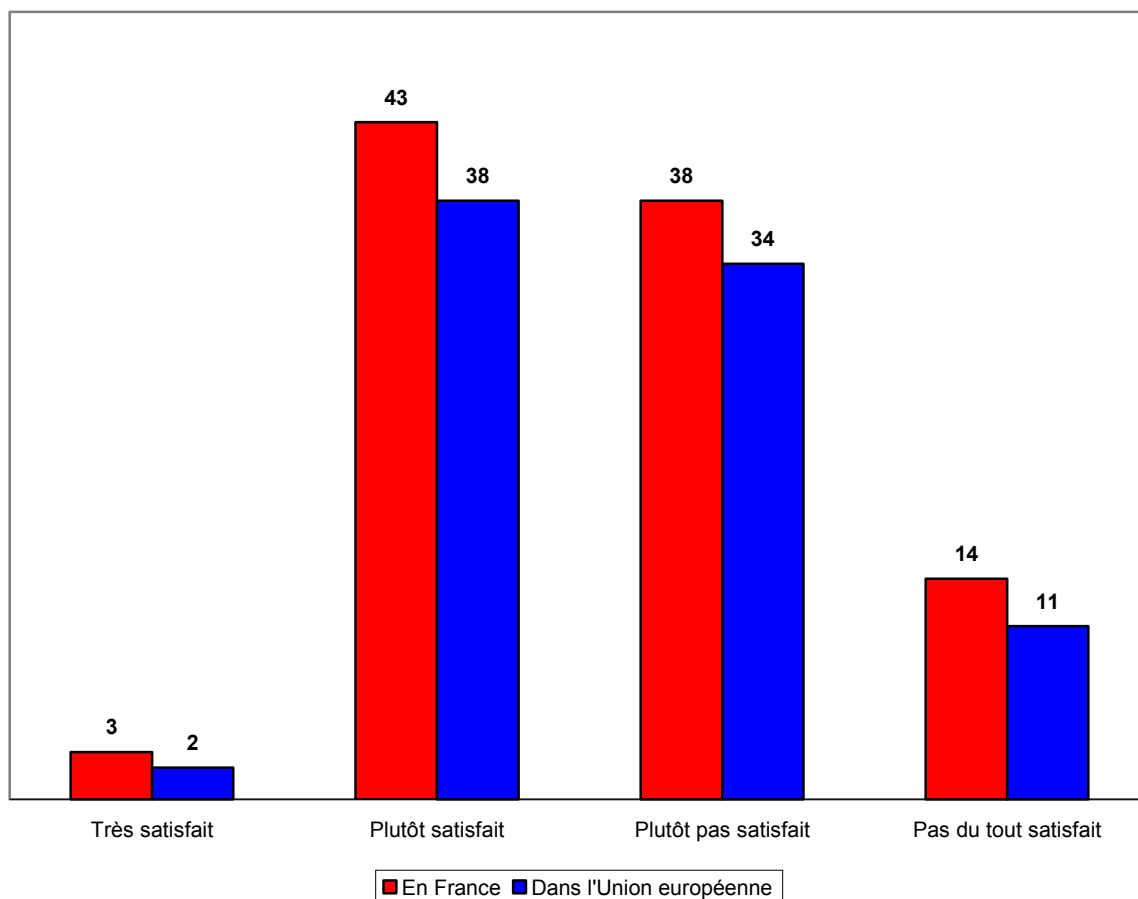
Quelle est votre opinion sur les affirmations suivantes ?

	OUI	NON	NSP
Ce sont les grands pays qui ont le plus d'influence dans l'Union européenne	65%	27%	7%
Les intérêts de la France sont bien pris en compte dans l'Union européenne	36%	50%	14%
J'ai le sentiment que nous sommes plus stables économiquement parce que la France est membre de l'Union européenne	29%	65%	6%
J'ai le sentiment d'être plus en sécurité parce que la France est membre de l'Union européenne	29%	67%	4%
La France va avoir plus d'influence dans l'Union européenne	29%	58%	13%
J'ai le sentiment que nous sommes plus stables politiquement parce que la France est membre de l'Union européenne	19%	73%	8%

D) DEMOCRATIE ET INSTITUTIONS

Forte notoriété du Parlement et de la Commission

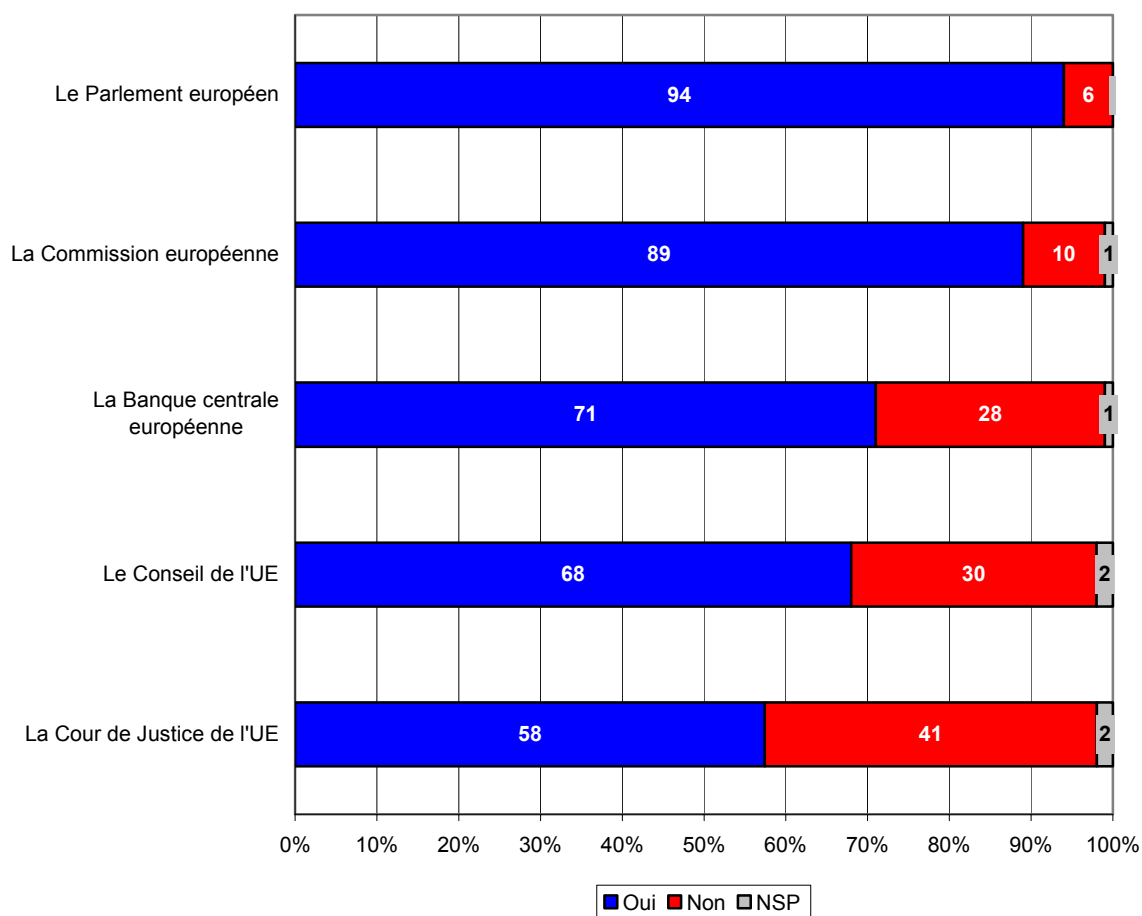
Etes-vous très/assez/plutôt pas/pas du tout satisfaits du fonctionnement de la démocratie en France/dans l'Union européenne ?



On trouve une confirmation de la désaffection pour les institutions politiques évoquée plus haut dans le jugement sur l'état de la démocratie en France et dans l'Union européenne. Seuls 46% des Français se déclarent très ou plutôt satisfaits du fonctionnement de la démocratie en France, contre 52% qui se disent plutôt pas ou pas du tout satisfaits. Pour le fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne, le taux de satisfaction est de 40%, contre 45% d'opinions négatives.

Par ailleurs, seules 50% des personnes interrogées pensent que leur voix compte dans l'Union européenne, 42% sont d'un avis contraire et 8% ne se prononcent pas.

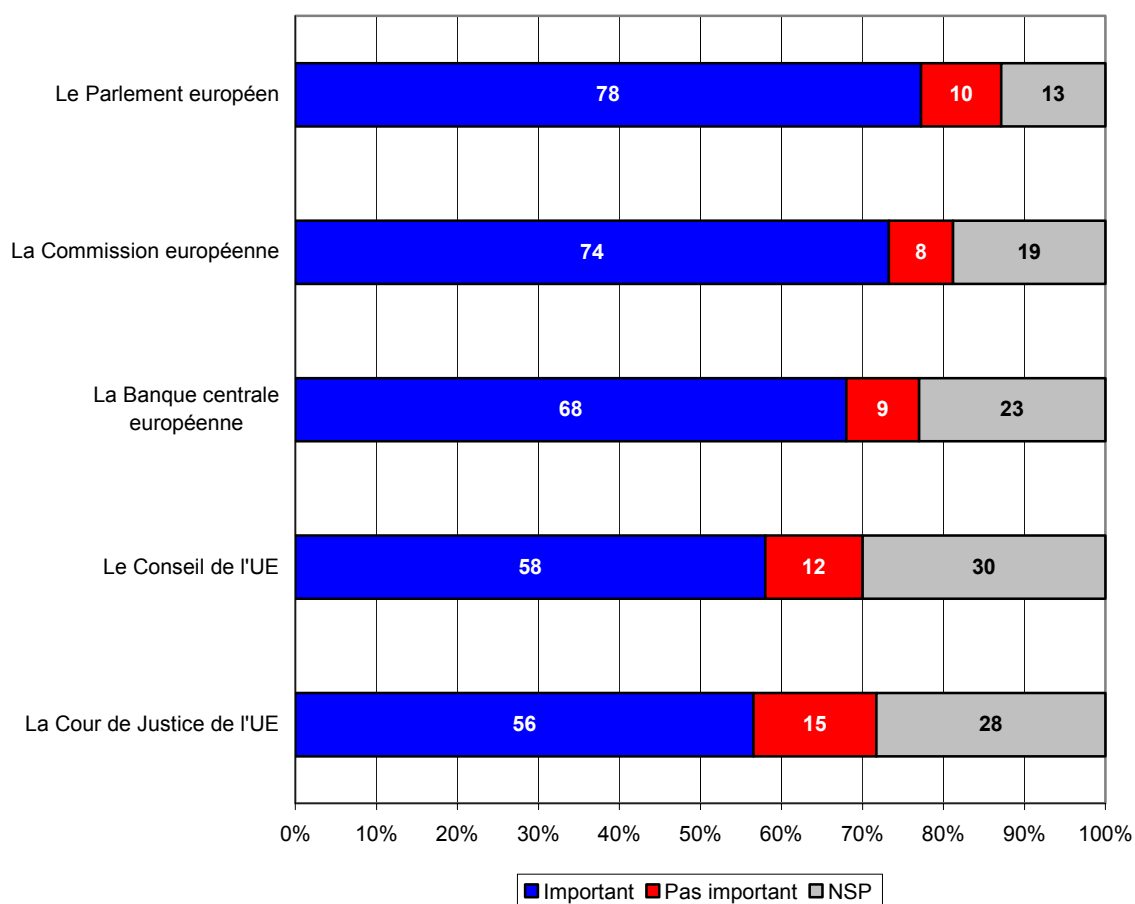
Avez-vous déjà entendu parler des institutions suivantes ?



Le Parlement et la Commission demeurent les deux institutions communautaires les plus connues. Respectivement 94% (+3) et 89% (+2) des Français en ont entendu parler.

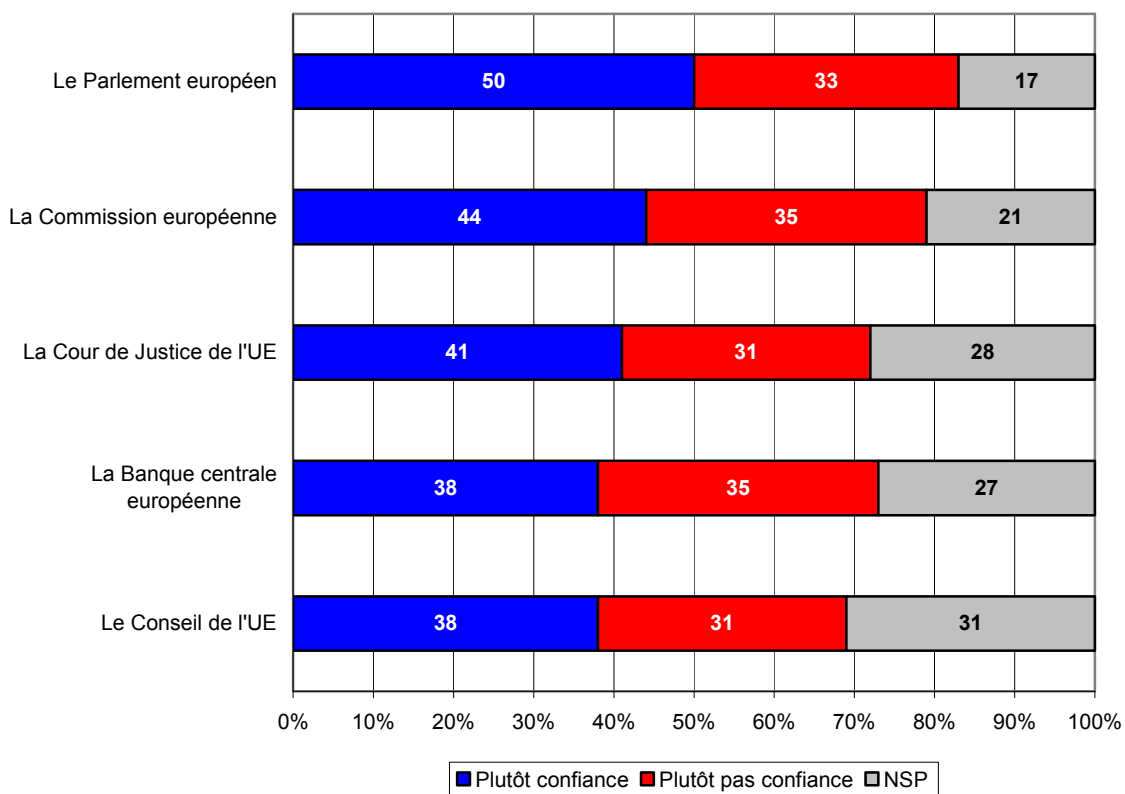
La notoriété de la Banque centrale européenne (71%, +5) dépasse de peu celle du Conseil des ministres de l'Union européenne (68, +3). Enfin, 58% (+6) des personnes interrogées ont entendu parler de la Cour de Justice de l'Union européenne.

Et pour chacune de ces institutions, pensez-vous qu'elle joue un rôle important ou pas important dans la vie de l'Union européenne ?



Comme lors des sondages précédents, on constate une très forte corrélation entre la notoriété des institutions européennes et l'importance que l'on accorde à celles-ci. Ainsi, 78% des Français estiment que le Parlement européen joue un rôle important. Ils sont 74% à le penser pour la Commission, 68% pour la Banque centrale européenne, 58% pour le Conseil et 56% pour la Cour de justice.

Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?



Le Parlement arrive à la première place, avec une cote de confiance de 50% (+1), suivi de la Commission européenne (44%, =), de la Cour de Justice (41%, =), de la Banque centrale européenne (38%, +3) et du Conseil des ministres de l'UE (38%, =).

III) L'INFORMATION SUR L'UNION EUROPÉENNE

Une information insuffisante, mais souhaitée

Les résultats de cette enquête confirment à la fois la faible connaissance qu'ont les Français du fonctionnement de l'Union et leur souhait d'être mieux informés, notamment par la télévision.

A) LA CONNAISSANCE DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Une certaine méconnaissance

Combien estimez-vous en savoir sur l'UE, ses politiques et ses institutions ?

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
5%	10%	15%	18%	27%	10%	9%	3%	1%	-
- 2%	-2%	-9%	-3%	+	+1%	+4%	=	=	-1%
TOTAL 1-5					TOTAL 6-10				
75%					24%				

Invités à mesurer leur connaissance de l'Union européenne sur une échelle de 1 à 10 (1 correspondant à « ne sait rien du tout » et 10 à « en sait beaucoup »), 75% des Français se situent entre les niveaux 1 et 5 (-3 points par rapport au sondage précédent) et 25% d'entre eux entre les niveaux 6-10 (+3 points). Cela est aussi confirmé par le fait que moins d'un Français sur deux (48%) affirme comprendre le fonctionnement de l'Union européenne.

Afin de tester les connaissances réelles, un petit *quiz* a par ailleurs été administré aux sondés.

Les propositions suivantes sont-elles vraies ou fausses ?

	VRAI	FAUX	NSP
L'Union européenne est actuellement composée de quinze Etats membres	23%	66%	11%
Les députés européens sont directement élus par les citoyens de l'Union européenne	43%	37%	19%
La plus grande part du budget européen est consacrée aux frais administratifs et aux frais de personnel	34%	41%	24%

NB : Les réponses correctes sont en caractères gras.

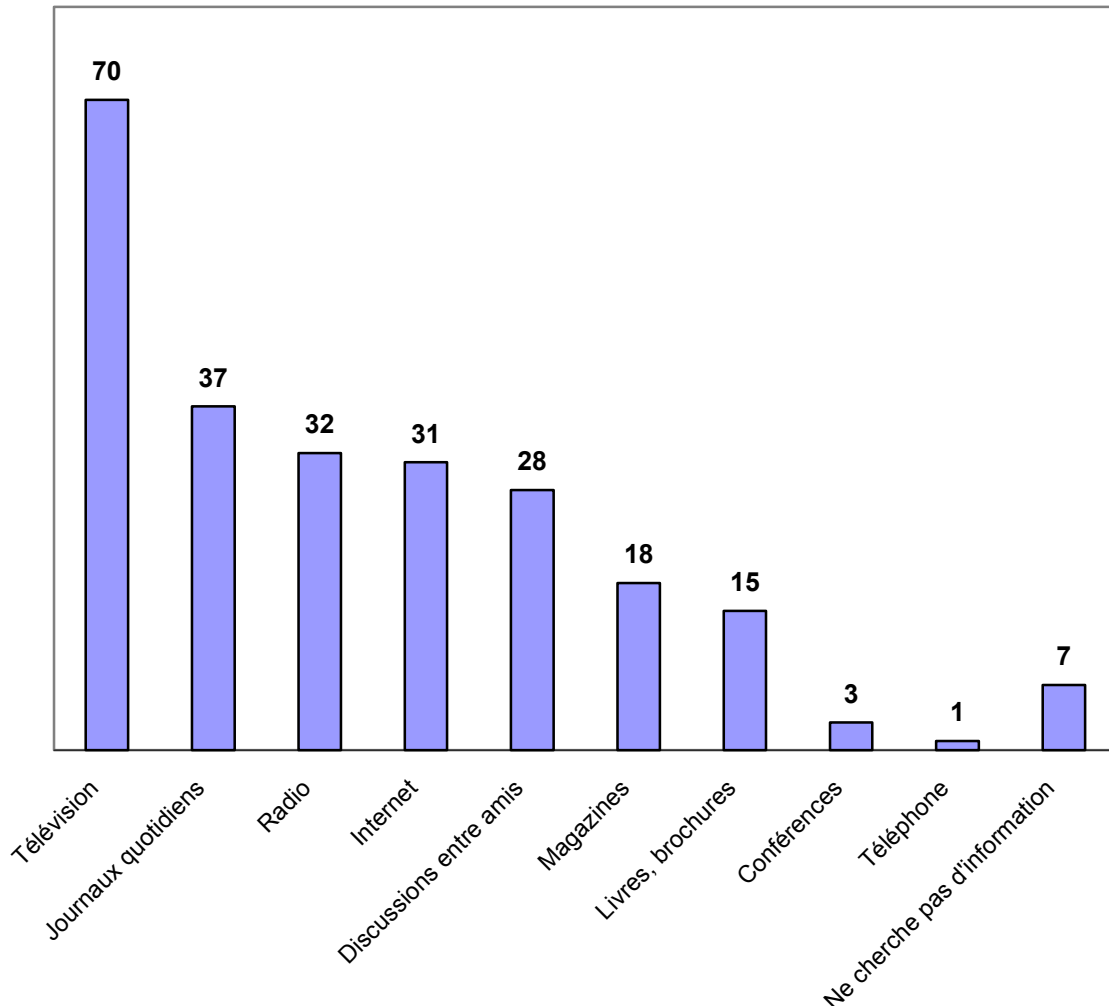
D'une manière générale, les connaissances des Français en matière européenne sont légèrement meilleures que celles de la plupart des autres Européens : sur l'ensemble de ces trois questions, les réponses correctes s'élèvent en moyenne à 49% en France et les mauvaises réponses à 31%, à comparer à une moyenne UE-25 de 45% et de 34%.

Toutefois, il faut souligner que moins d'un Français sur deux sait que les parlementaires européens sont élus au suffrage universel. Quant au budget européen, seuls quatre Français sur dix sont conscients que sa plus grande partie ne sert pas à financer les frais administratifs (qui constituent, rappelons-le, moins de 6% du budget européen)...

B) LES SOURCES D'INFORMATION

Lé télévision, média fédérateur

Quand vous souhaitez obtenir des informations sur l'Union européenne, lesquelles des sources suivantes utilisez-vous ?



Comme lors des enquêtes précédentes, la télévision (70%), les journaux quotidiens (37%) et la radio (32%) sont les sources d'information privilégiées par les Français. Internet est utilisé par 31% des personnes interrogées, ce qui constitue encore une hausse de 4 points par rapport à l'enquête d'octobre 2005. L'information en ligne arrive en 2^e position, derrière la télévision, chez les 15-24 ans (49%) et chez les 25-39 ans (43%) alors que les seniors sont peu nombreux à y avoir recours (10%). Parmi les étudiants, Internet (60%) fait quasiment jeu égal avec la télévision (63%).

Viennent ensuite les discussions avec les amis et les proches (28%), les magazines (18%), les livres, brochures et autres prospectus (15%), les conférences (3%) et le téléphone (1%). Enfin, 7% ne recherchent jamais d'information en la matière.

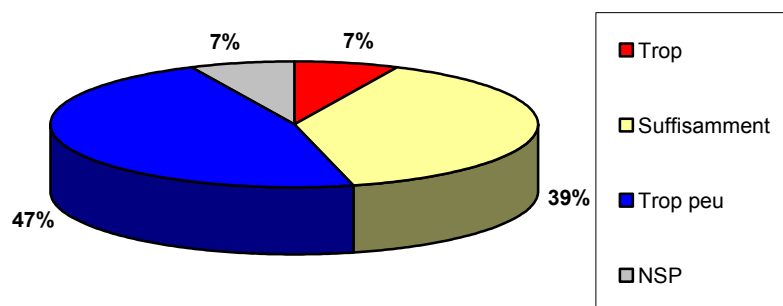
Le tableau suivant confirme la prépondérance de la télévision dans l'information des Français.

	Tous les jours	Plusieurs fois par semaine	Une ou deux fois par semaine	Moins souvent	Jamais
Regardez-vous les émissions d'information à la télévision ?	65%	17%	10%	5%	3%
Lisez-vous les nouvelles dans les journaux quotidiens ?	29%	11%	16%	17%	27%
Ecoutez-vous les émissions d'information à la radio ?	40%	12%	9%	11%	28%

C) LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION EUROPÉENNE

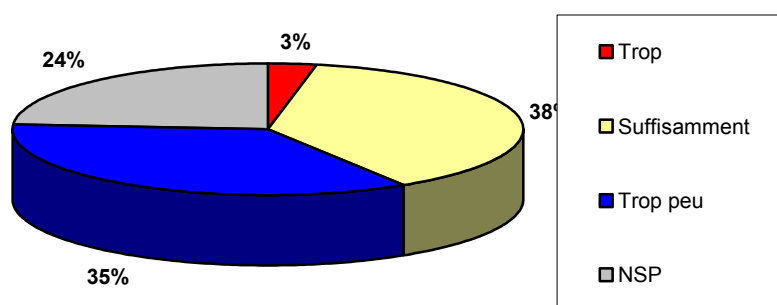
Des médias qui parlent trop peu de l'Union

Pensez-vous que la télévision française parle trop, suffisamment ou trop peu de l'UE ?



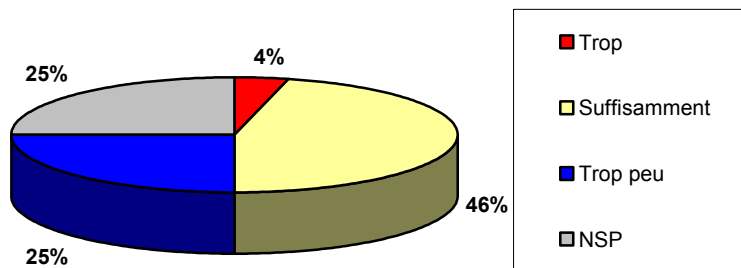
47% des Français estiment que la télévision parle trop peu de l'Union européenne et seuls 7% qu'elle en parle trop. 39% des personnes interrogées pensent, quant à elles, que la télévision en parle suffisamment (7% ne se prononcent pas).

Pensez-vous que la radio française parle trop, suffisamment ou trop peu de l'UE ?



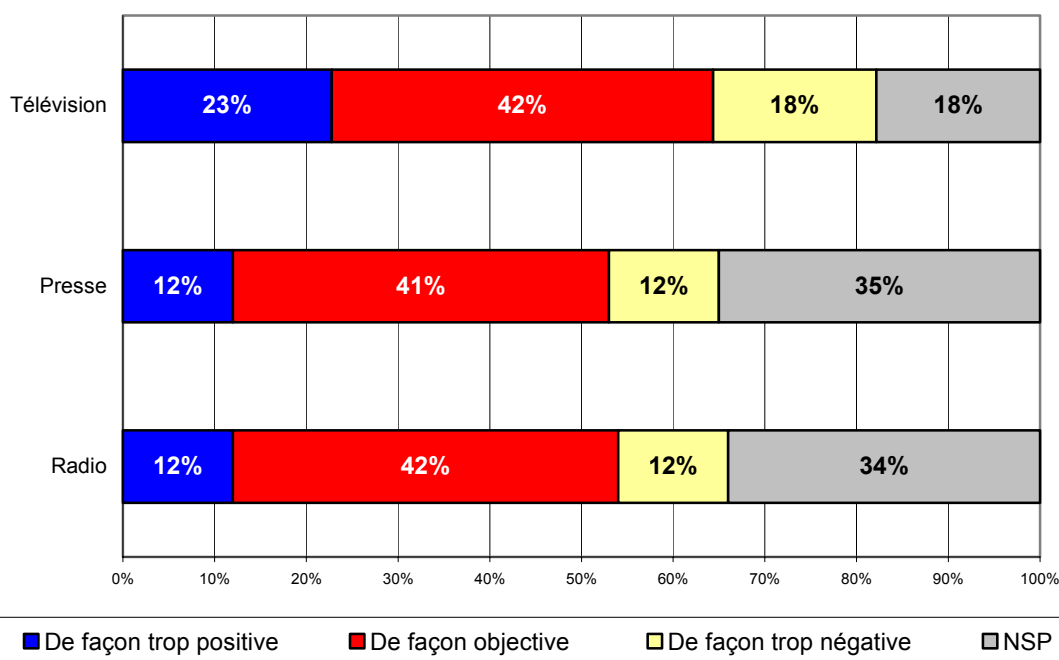
3% des Français estiment que la radio parle trop, 38% qu'elle parle suffisamment et 35% qu'elle parle trop peu de l'Union européenne (24% ne se prononcent pas).

Pensez-vous que la presse française parle trop, suffisamment ou trop peu de l'UE ?



Contrairement à ce qui a été observé pour la télévision et la radio, près d'un Français sur deux (46%) pense que la presse parle suffisamment des questions européennes, 25% qu'elle en parle trop peu et 4% qu'elle en parle trop (25% ne se prononcent pas).

Pensez-vous que la télévision, la presse et la radio française parlent de l'Union européenne de façon trop positive, de façon objective ou de façon trop négative ?



Plus de quatre Français sur dix estiment que la télévision (42%), la radio (42%) et la presse écrite (41%) donnent une information objective. La télévision fait l'objet d'un jugement ambivalent : 23% des personnes estiment qu'elle informe d'une manière trop positive et 16% d'une manière trop négative sur les questions européennes.

IV) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

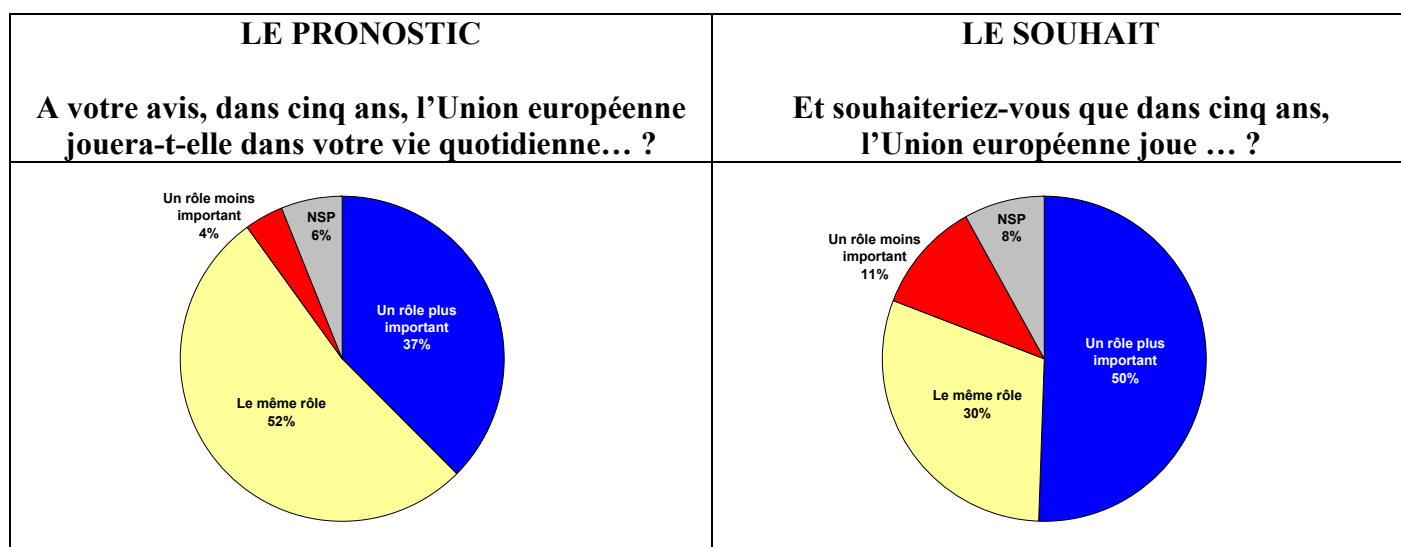
Le souhait d'une Europe plus présente et plus forte

Interrogés sur leurs souhaits quant au rôle de l'Union dans cinq ans, les Français expriment majoritairement le désir que celui-ci soit plus important qu'aujourd'hui. Le soutien à la politique étrangères et de sécurité commune demeure très élevé. Et si l'opinion demeure très réservée sur la perspective de nouveaux élargissements, le soutien au principe d'une Constitution reste nettement majoritaire.

A) LE ROLE DE L'UNION DANS CINQ ANS

Un désir de « plus d'Europe »

Selon 37% des Français, l'Union européenne jouera un rôle plus important dans leur vie dans les cinq prochaines années ; pour 52%, elle jouera le même rôle ; pour 7%, ce rôle sera moins important. Cette relative « stabilité » du rôle de l'Union ne semble pas correspondre aux désirs des Français, qui expriment toujours de fortes attentes vis-à-vis de l'Union : 50% d'entre eux voudraient que dans les cinq prochaines années, celle-ci joue un rôle plus important, 15% un rôle moins important et 30% le même rôle dans leur vie.



B) LES PRIORITES DE L'UNION

Priorité à la lutte contre le chômage et contre l'exclusion

Dès lors, quelles sont les priorités que les Français attribuent à l'Union européenne ?

Parmi la liste d'actions suivantes, quelles devraient être les trois actions que l'Union européenne devrait poursuivre en priorité (trois réponses maximum) ?



La lutte contre le chômage (58%), la pauvreté et l'exclusion (58%) arrivent largement en tête et gagnent respectivement 1 et 5 points par rapport à l'Eurobaromètre 64.

Parmi les autres tâches prioritaires de l'Union européenne, les Français mettent en avant la préservation de la paix (25%, -3), la protection de l'environnement (24%, +1), la lutte contre le crime organisé (18%, -3) et la défense des droits de l'homme en Europe (17%, +2) et la lutte contre l'immigration clandestine (14%, =).

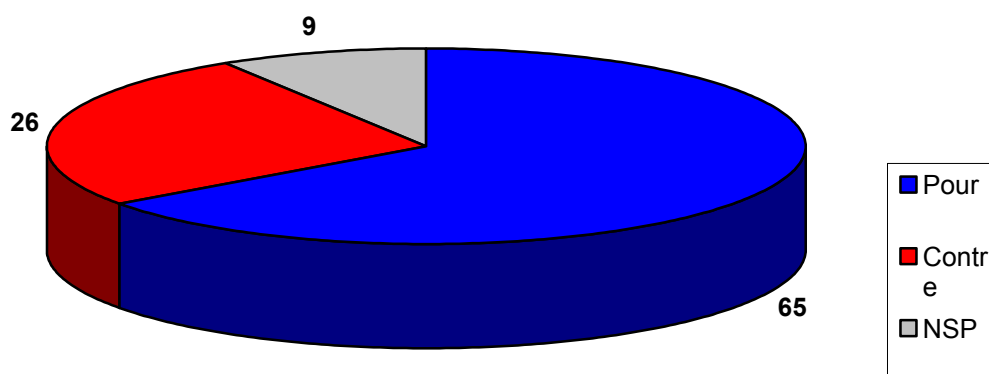
Les autres propositions recueillent moins de 10% des suffrages. La réforme des institutions européennes et l'entrée de nouveaux membres dans l'Union ne représentent une priorité que pour 4% et 2% des personnes interrogées.

C) LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE COMMUNE

Un soutien quasi-unanime à la PESC

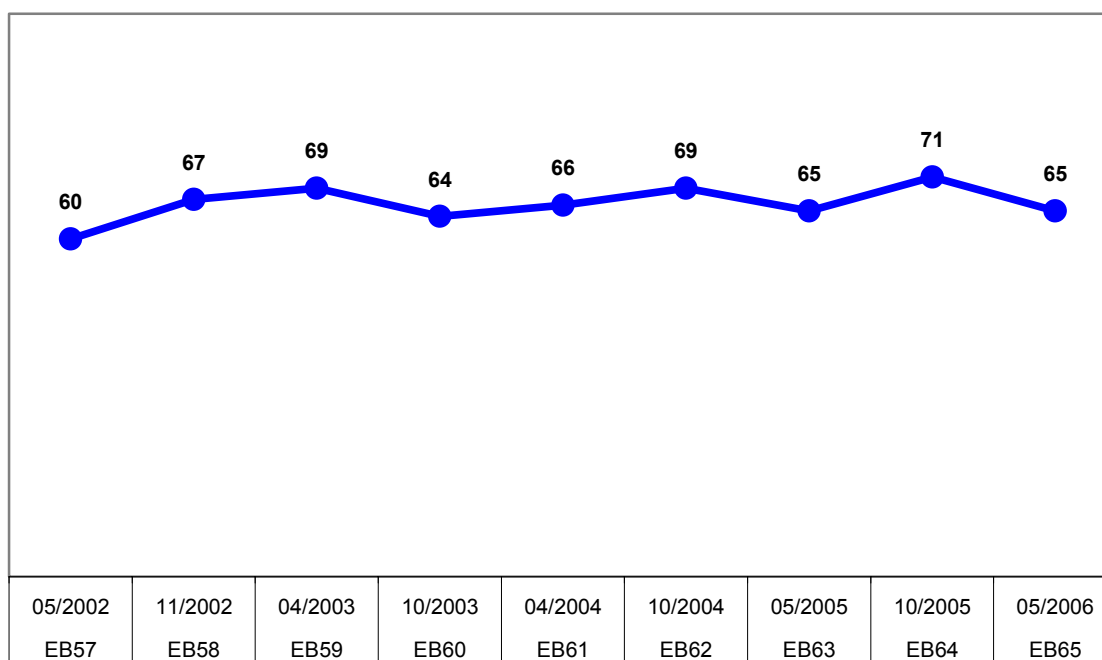
Comme lors des vagues précédentes, les Français soutiennent à une large majorité le principe d'une politique extérieure européenne. Pour 83% d'entre eux, la politique étrangère de l'UE devrait être autonome par rapport à la politique étrangère américaine, pour 77% les Etats membres devraient avoir une politique de l'immigration commune et pour 70% l'Union européenne devrait avoir son propre ministre des Affaires étrangères.

Etes-vous pour ou contre une politique étrangère commune aux pays de l'Union européenne vis-à-vis des autres pays ?

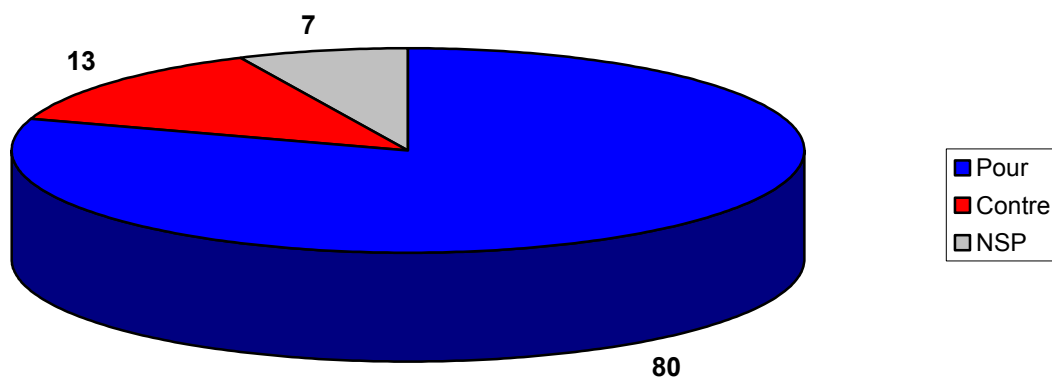


65% des Français (-6 points en un semestre) sont favorables et 26% (+5) sont défavorables à une politique étrangère commune aux pays de l'Union européenne (4% ne se prononcent pas). Ces résultats sont identiques à ceux qui avaient été relevés il y a un an, lors de l'enquête relative à l'Eurobaromètre 63 (voir schéma ci-dessous).

Soutien à une politique extérieure commune (trend)

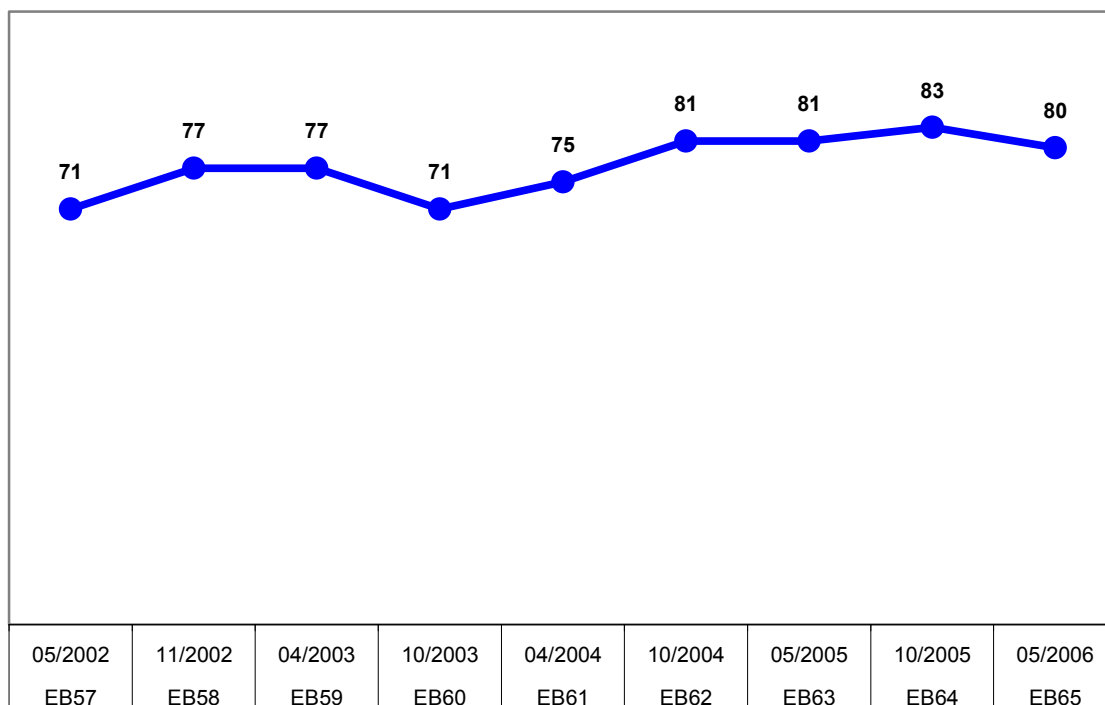


Etes-vous pour ou contre une politique de sécurité et de défense commune des Etats membres de l'Union européenne ?



En dépit d'une baisse de 3 points, le soutien à la politique extérieure de sécurité et de défense commune demeure très élevé : 80% des personnes interrogées en France y sont favorables et seulement 13% (+1) opposées (7% ne se prononcent pas).

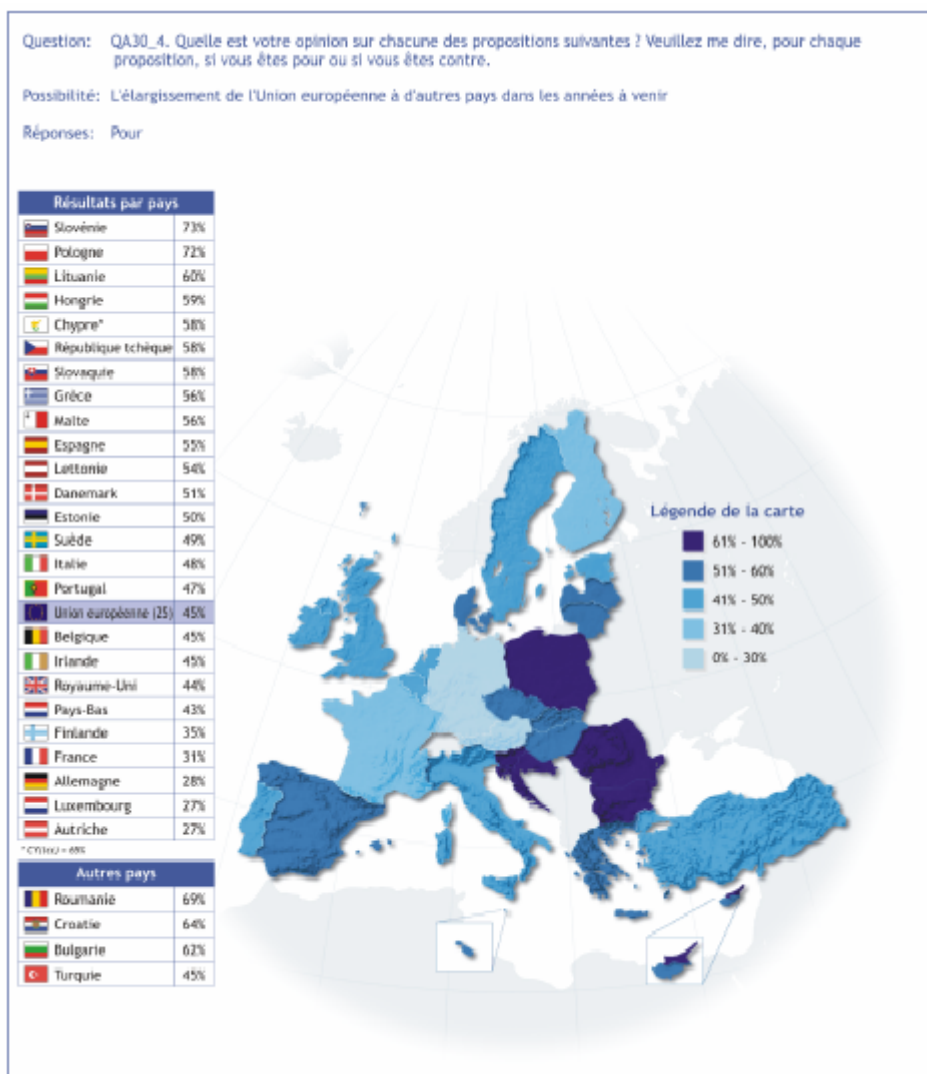
Soutien à une politique de sécurité et de défense commune (trend)



D) L'ELARGISSEMENT

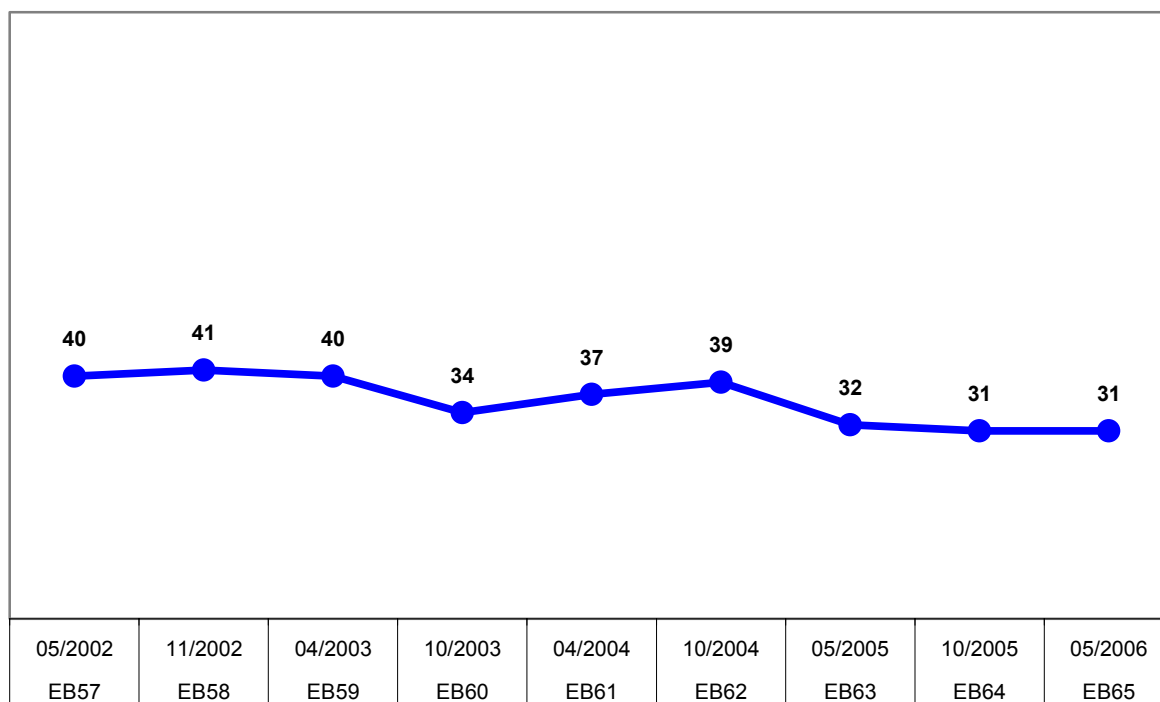
Une opinion réticente à de futurs élargissements

Veuillez me dire si vous êtes pour ou contre [...] l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays dans les années à venir?



L'opinion française confirme ses réserves sur l'élargissement de l'Union à d'autres pays : seules 31% des personnes interrogées y sont favorables, 62% opposées, tandis que 7% n'ont pas d'avis sur la question. En cela, les Français sont beaucoup plus réticents que la moyenne UE-25 (49% pour, 39% contre, 12% sans avis). Parmi la population des autres Etats membres, seuls les Luxembourgeois (27%), les Autrichiens (27%) et les Allemands (27%) se montrent encore plus réservés.

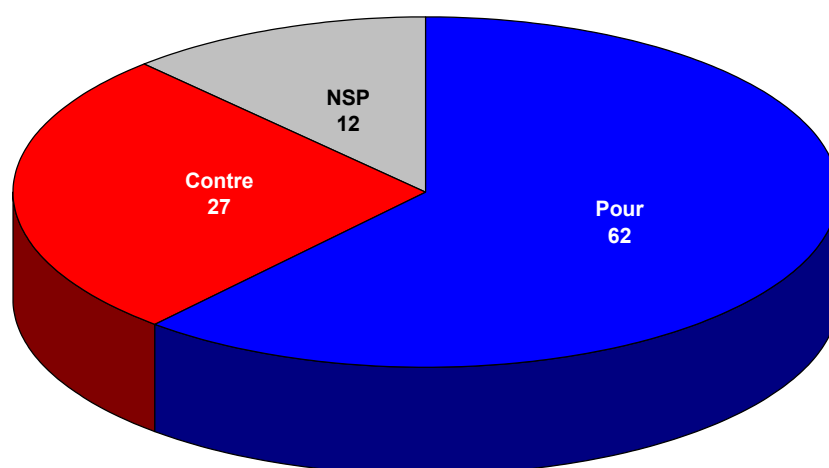
Soutien à l'élargissement (trend)



E) LES INSTITUTIONS

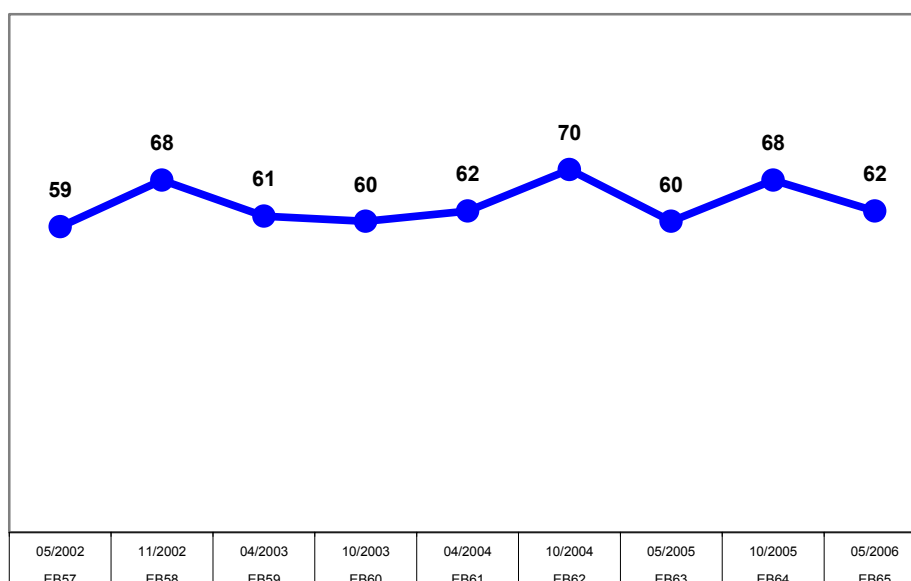
Le souhait d'une Constitution toujours majoritaire

Etes-vous pour ou contre une constitution pour l'Union européenne ?



Un an après le rejet du Traité constitutionnel par les électeurs français, il est intéressant de remarquer que 62% des personnes interrogées soutiennent toujours le principe d'une Constitution européenne, tandis que 27% y sont opposés et que 12% ne se prononcent pas. Ces résultats sont comparables à la moyenne UE-25 (61% pour, 22% contre, 17% sans avis). Si le soutien à UNE constitution européenne demeure fort, on constate toutefois une baisse de six points par rapport au dernier sondage.

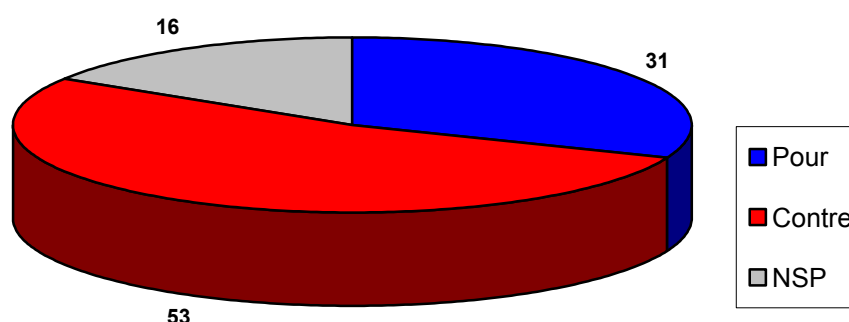
Soutien au principe d'une constitution européenne (trend)



Il ne s'agit évidemment pas d'une mesure de soutien au projet qui avait été soumis à référendum le 29 mai 2005, et encore moins d'une intention de vote. Si l'on considère maintenant LE traité constitutionnel issu des travaux de la Convention et de la conférence intergouvernementale, seuls 7% des Français n'en ont pas entendu parler. 24% affirment savoir quel était globalement son contenu, alors que 69% avouent connaître très peu de choses sur son contenu.

Que faut-il faire après le « non » français et néerlandais ? Seuls 10% (-5) des Français pensent que les Etats membres de l'Union européenne devraient continuer le processus de ratification ; à peine 14% (-2) jugent qu'il faudrait purement et simplement l'abandonner. L'idée d'une renégociation est privilégiée par plus de deux Français sur trois (69%, sans changement).

Etes-vous pour ou contre une vitesse de construction européenne plus élevée dans un groupe de pays ?



Les Français demeurent fortement réservés sur le principe d'une avant-garde européenne : seuls 31% sont favorables à une vitesse de construction européenne plus élevée dans un groupe de pays, alors que 53% y sont hostiles (16% ne se prononcent pas).

CONCLUSION

En ce premier semestre 2006, 85% des personnes interrogées se déclarent **satisfaites de leur vie personnelle** et 72% considèrent que la qualité de vie est meilleure en France que dans le reste de l'Union. Malgré l'amélioration de la conjoncture économique, le **pessimisme continue à dominer** en ce qui concerne les perspectives du pays, **notamment en matière d'emploi**. La France est d'ailleurs, de tous les pays de l'Union, celui où la crainte des délocalisations est la plus forte.

Parallèlement, la **crise de confiance envers la sphère politique** perdure : selon cette étude réalisée en partie pendant la crise du Contrat première embauche (CPE), à peine un Français sur cinq fait confiance au gouvernement (chiffre le plus faible de toute l'Union européenne) et seulement un sur dix fait confiance aux partis politiques.

Dans ce contexte difficile, la plupart des **indicateurs généraux relatifs à l'Union européenne se stabilisent, voire progressent légèrement** : 41% font confiance à l'Union (soit un point de plus qu'à l'automne dernier). L'image de l'UE se redresse : elle est désormais positive pour 48% des Français (+2 points) et négative pour 19% (-5). Si 40% des Français estiment désormais que leur pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'Union, ils ne sont que 17% à voir en cette appartenance une mauvaise chose. Les évolutions sont toutefois inférieures à celles enregistrées au niveau UE-25 et **la France décroche légèrement par rapport à la moyenne européenne**.

L'opinion se montre **critique sur le bilan de l'Union en matière d'emploi et d'inflation** (respectivement 59% et 57% pensent qu'elle joue un rôle négatif dans ces domaines), mais elle évalue **positivement son rôle dans la lutte contre le terrorisme** (59%), **la protection de l'environnement** (56%), la défense et la politique étrangère (50%).

Le soutien à une politique étrangère commune (65%) **et à une politique de défense commune** (80%) est d'ailleurs toujours **très élevé**. Malgré un recul de six points, 62% des Français continuent également à **soutenir le principe d'une Constitution** pour l'Union, contre 27% qui y sont opposés. En revanche, **la perspective de futurs élargissements ne fait pas l'unanimité** puisque seulement 31% des personnes interrogées se prononcent pour l'entrée de nouveaux pays dans les années à venir.

Les attentes sont toujours fortes vis-à-vis de la construction européenne : 50% des Français **aimeraient que, dans cinq ans, l'Union joue un rôle plus important dans leur vie quotidienne**, tandis que 15% préféreraient un rôle moins important. Pour une nette majorité des sondés, la lutte contre le chômage et l'exclusion sociale devrait faire partie des priorités sur lesquelles l'UE devrait faire porter son action.

Enfin, plusieurs résultats confirment le **déficit d'information** sur l'Europe : c'est ainsi que moins d'un Français sur deux sait que les parlementaires européens sont directement élus par les citoyens. **La télévision demeure le vecteur d'information privilégié** par toutes les catégories de la population et près de la moitié des répondants estime qu'elle devrait davantage parler de l'Union européenne.

EUROBAROMETRE 65.2

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 27 mars et le 1er mai 2006, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe, a réalisé la vague 65.2 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction Générale de la Communication, unité « Analyse de l'opinion publique et des médias ».

L'EUROBAROMETRE 65.2 couvre la population de 15 ans et plus - ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne - et résidant dans un des pays Membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE 65.2 a été conduit également dans les deux pays accédants (la Bulgarie et la Roumanie) et dans les deux pays candidats (la Croatie et la Turquie), ainsi que dans la Communauté Turque Chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise d'une des langues nationales respectives pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (Computer Assisted Personal Interview) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES DU TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.020	28/03/2006	26/04/2006	8.598.982
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.068	29/03/2006	14/04/2006	8.571.710
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.008	29/03/2006	01/05/2006	4.380.063
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.526	28/03/2006	23/04/2006	64.174.295
EE	Estonie	Emor	1.002	31/03/2006	24/04/2006	887.094
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	28/03/2006	24/04/2006	8.674.230
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.005	28/03/2006	24/04/2006	35.882.820
FR	France	TNS Sofres	1.020	30/03/2006	24/04/2006	44.010.619
IE	Irlande	TNS MRBI	1.003	30/03/2006	30/04/2006	3.089.775
IT	Italie	TNS Abacus	1.000	30/03/2006	01/05/2006	49.208.000
CY	Rép. de Chypre	Synovate	507	31/03/2006	24/04/2006	552.213
CY(tcc)	Com. turque chypriote	KADEM	500	29/03/2006	15/04/2006	157.101
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.018	28/03/2006	23/04/2006	1.394.351
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.019	31/03/2006	23/04/2006	2.803.661
LU	Luxembourg	TNS ILReS	503	27/03/2006	24/04/2006	367.199
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.020	04/04/2006	25/04/2006	8.503.379
MT	Malte	MISCO	500	28/03/2006	21/04/2006	322.917
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.009	04/04/2006	25/04/2006	13.242.328
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.017	31/03/2006	20/04/2006	6.679.444
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	30/03/2006	26/04/2006	31.610.437
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.002	31/03/2006	24/04/2006	8.080.915
SI	Slovénie	RM PLUS	1.033	30/03/2006	26/04/2006	1.663.869
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.078	31/03/2006	19/04/2006	4.316.438
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.006	27/03/2006	26/04/2006	4.279.286
SE	Suède	TNS GALLUP	1.017	28/03/2006	24/04/2006	7.376.680
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.312	27/03/2006	26/04/2006	47.685.578
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.015	27/03/2006	10/04/2006	6.695.512
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.007	27/03/2006	27/04/2006	18.145.036
HR	Croatie	Puls	1.000	29/03/2006	25/04/2006	3.682.826
TR	Turquie	TNS PIAR	1.005	29/03/2006	26/04/2006	47.583.830
TOTAL			29.220	27/03/2006	01/05/2006	442.620.588